



FLASH MOBS 71



OCTOBRE 2019

ACTION DU 6/02/2019 CHALON SUR SAONE

MERCREDI 6 FÉVRIER 2019 LE JOURNAL DE SAÔNE-ET-LOIRE

ACTU CHALONNAIS 15

CHALON-SUR-SAÔNE SERVICE PUBLIC

Les agents des finances publiques dénoncent une politique de casse



■ Au centre des finances publiques, la mobilisation de ce mardi a été portée par l'intersyndicale CGT, FO, Solidaires et Cfdt. Photo Marion GLOUSE

À l'occasion de la journée de grève interprofessionnelle de ce mardi, les agents des finances publiques dénoncent un service à l'usager qui se détériore.

« Les gens comprennent tout à fait notre mobilisation. Il y a une vraie demande de services publics dans la population. » Devant la grande porte du centre des impôts situé avenue Pierre-Nugue à Chalon-sur-Saône, une trentaine d'agents des finances publiques distribuent des tracts rédigés de concert par la CGT, Solidaires, FO et la Cfdt. Ce mardi, jour de mobilisation nationale interprofessionnelle, cette intersyndicale a été reçue par la directrice départementale des finances publiques à Mâcon. « Des cahiers de doléances » rédigés dans les services lui ont été apportés.

La trésorerie de Saint-Rémy va fermer dans 8 mois

Au 1^{er} septembre 2019, quatre trésoreries vont fermer dont celle de Saint-Rémy (plus La Chapelle-de-Guinchay, La Clayette, La Roche Vineuse). La Saône-et-Loire comp-

taît 47 trésoreries en 1993, elles sont moins d'une trentaine aujourd'hui. Celle de Givry a été une des premières à cesser son activité en 2008.

“ Avec le prélèvement à la source, il y a tellement de demandes que parfois, on n'arrive plus à répondre au téléphone. ”

Une agent du "secteur assiette"

Dans certaines trésoreries comme à Chagny ou à Cuisieux, le service de l'impôt a disparu, il ne reste plus que le service aux collectivités. La "publicité foncière" (anciennement conservation et hypothèques) devrait déménager à Mâcon ainsi que le "service enregistrement" (successions). « Le maillage territorial de l'administration fiscale est en train d'exploser », alerte Pascal Poyen, agent et secrétaire départemental de Solidaires. Autre changement, le 1^{er} septembre

prochain, l'hôtel des finances publiques de Chalon-sur-Saône regroupera la trésorerie hospitalière du Nord Saône-et-Loire (Autun, Montceau..., hors Ehpad). Jus- qu'ici, le centre de Chalon n'était comptable que de l'hôpital William-Morey et du CHS de Sevre. « Leur objectif, c'est de n'avoir que deux centres des finances publiques à Chalon et à Mâcon », résume une agent mobilisée.

La baisse des effectifs impacte l'accueil du public

En Saône-et-Loire, la Direction générale des finances publiques a supprimé 144 emplois depuis 2012. En 2019, les effectifs baisseront encore de 18 personnes. « Ce sont les centres B et C qui sont les plus attaqués, justement celles qui assurent l'accueil et traitent les demandes du public », développe une fonctionnaire du "secteur assiette". « Avec le prélèvement à la source, il y a tellement de demandes que parfois, on n'arrive plus à répondre au téléphone », ajoute-t-elle (*lire par ailleurs*). Alors que la plateforme nationale, elle-même régulièrement débordée, renvoie vers les centres des impôts locaux.

144

Le nombre d'emplois supprimés, depuis 2012 en Saône-et-Loire, par la Direction générale des finances publiques. En 2019, les effectifs baisseront encore de 18 personnes.

L'objectif de la dématérialisation de tous les paiements fiscaux, d'ici 2022, pousse également les centres à réduire leurs horaires d'ouverture (comme cela a été le cas récemment à Chalon) pour inciter les gens à trouver les réponses en ligne. « Ce système n'est pas égalitaire, tout le monde n'a pas la faculté d'utiliser l'outil informatique », regrette une agent qui conclut, dépitée : « Le service à l'usager est détérioré. »

Marion GLOUSE

NOTE Lundi, jeudi et vendredi de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 16 h. Mardi et mercredi de 8 h 30 à 12 h. Des horaires valables même pendant les semaines précédant la date limite de remplissage de la déclaration fiscale.

ZOOM

100 visites par jour pour le prélèvement à la source

Janvier est normalement un mois calme au centre des impôts de Chalon-sur-Saône. Toutefois, ce mardi à 11 heures, une file d'attente de 15 personnes s'étirait devant le présentoir de l'accueil et 18 personnes supplémentaires attendaient à l'étage après s'être fait remettre un ticket. Soit 33 personnes. Depuis la mise en place du prélèvement à la source, près de 100 contribuables viennent chaque jour se renseigner sur cette question, en plus des 70 visiteurs moyens journaliers. La personne unique à l'accueil a été renforcée par deux, voire trois personnes.



■ 33 personnes étaient présentes mardi à 11 heures au centre des impôts. Photo Marion GLOUSE

Selon plusieurs agents, le prélèvement à la source n'est pas adapté au système français basé sur la composition du foyer, les niches fiscales et les crédits d'impôts (travaux de rénovation, services à domicile, frais de garde...) censés être remboursés en septembre de l'année en cours. « Jusqu'ici, le taux de recouvrement de l'impôt sur le revenu était excellent (98 %) mais il n'est pas certain que ça se passe aussi bien avec les entreprises qui doivent ensuite abonder les caisses de l'Etat, craint Mina Jaillard, élue de la majorité à Chalon et agent au Service des impôts des entreprises (SIE). La TVA n'est déjà pas toujours reversée et les entreprises présentent souvent des difficultés de trésorerie. »

Action du 8/02/2019 et jours suivants ! : CHALON



DEPUIS LA FIN DU MOIS DE JANVIER, APPEL INTERSYNDICAL AU BOYCOTT DES ENTRETIENS :



**Pour marquer votre mécontentement
Vous voulez des actions
qui se voient et qui ne coûtent rien ?
En voilà UNE :**



Action du 11/02/2019 : LE CREUSOT

Creusot Infos
la référence de l'information au Creusot

 NOUS ÉCRIRE

Rechercher... 

 VIE LOCALE FAITS DIVERS SPORTS ÉCONOMIE OPINION LE CREUSOT - MONTCEAU SAONE ET LOIRE BOURGOGNE - FRANCHE-COMTE ÉTAT D

 > VIE LOCALE > LE CREUSOT

LE CREUSOT : Finances Publiques : La casse des missions du service public dénoncée

 Lu 1106 fois  Imprimer l'article

11/02/2019 16:12



Pierre Badey secrétaire départemental CGT (Finances Publiques) a été clair ce lundi en début d'après-midi : « Il ne s'agit pas de grève, mais bien d'une mobilisation des agents des finances pour dénoncer la casse des missions du service public... ». Une "mobilisation" sans aucune gêne pour les Creusotins puisque, le syndicaliste l'a précisé, elle se déroule jusqu'à 14 heures pour l'ouverture des portes du centre des finances publiques du Creusot où une vingtaine de personnes s'était rassemblée. Pierre Badey qui était entouré de Magali Rocher et Christelle



Fauchon pour le syndicat Solidaires Finances publiques a rappelé la tenue dernièrement du même mouvement à Chalon (5 février) et annoncé une prochaine mobilisation sur Montceau-les-Mines. « Les petites localités sont appelées à évoluer vers des points de permanence, 18 postes ont déjà été supprimés sur le département. Notre Direction refuse de nous donner des

informations mais nous savons que des changements sont prévus d'ici 2022... » expliquent les syndicalistes qui pensent à des concentrations de services sur des sites principaux comme Chalon et Mâcon. « Les gens viennent

s'assurer qu'ils ne font pas de bêtises, on les rassure, les informe, le contact humain est très important, sur Le Creusot, nous recevons dans chaque centre, une centaine de personnes par jour avec de nombreuses questions sur le prélèvement à la source... c'est 30 à 50% de plus que l'an passé à la même période. Aujourd'hui la menace est réelle, des missions vont être transférées...» annonce Pierre Badey, qui milite pour la défense des services publics et notamment ici pour que les Creusotins puissent encore longtemps bénéficier des mêmes services avec un point d'accueil spécifique pour les trois pôles du Centre local (pôles Impôts particuliers-Impôts entreprises et Trésorerie). « Au final, ce sont toujours les citoyens et les agents qui sont les grands perdants ! ». D'où cette mobilisation permettant aussi d'informer les populations.

lejournal LE CREUSOT

Finances publiques : ils dénoncent une politique de casse

Vu 662 fois | Le 11/02/2019 à 14:18 | mis à jour à 15:20 | Réagir [2]



Ce lundi, une vingtaine d'agents des finances publiques s'est retrouvée au Creusot pour dénoncer leurs conditions de travail et le démantèlement annoncé des centres des impôts. "Nous savons que de gros changements vont intervenir d'ici 2022. Mais notre direction départementale refuse de nous donner le détail. Ce que nous craignons, c'est que les centres des impôts du Creusot, de Montceau et de Louhans ferment pour être concentrés à Chalon", ont expliqué Magali Rocher (syndicat Solidaires), Pierre Badet (CGT) et Christelle Fauchon (Solidaires).

Les fonctionnaires, qui se sont rassemblés une quinzaine de minutes derrière une banderole revendicative avant de prendre leur service, estiment que l'horizon qui leur est présenté est bouché : "depuis quatre ans, les horaires d'ouverture au public ont été réduits du fait que nous soyons moins nombreux. Nous n'ouvrons plus les vendredis pour pouvoir traiter les différents dossiers", ont ajouté les représentants du personnel qui estiment que la fréquentation des contribuables est en hausse de 30 à 50% par rapport à l'année dernière. "Beaucoup plus de personnes passent au centre des impôts pour obtenir des renseignements sur le prélèvement à la source. Les contribuables n'ont plus que jamais besoin d'un service de proximité", ont martelé les représentants des syndicats CGT, Solidaires, FO et CFDT qui prévoient des mobilisations similaires à celle du Creusot devant d'autres centres des impôts du département dans les prochains jours.

Affaire conclue : les coulisses d'une émission qui cartonne

lejournal
DE SAÛNE-ET-LOIRE Vendredi 15 février 2019 - 1,20 €



LOUHANS
Bientôt des jeux
extérieurs
à Aquabresse ?

EXPLOIT SPORTIF DRESSAN

La crème des sportifs en images



Le premier grand débat, c'est ce soir

BRESSE

Les agents des impôts en colère



Une vingtaine d'agents des finances publiques de Louhans ont affiché leur mécontentement ce jeudi. Ils s'inscrivent notamment pour l'avenir de ce service public en Bresse. **Philippe ALBERT**

12 | ACTU BRESSE

Verstreckt 15. Januar 2019

LOUJANS Manifestation

« Il y aura moins de services aux finances publiques de Louhans »

Ce jeudi, une vingtaine d'agents du centre des finances publiques de Louhans ont manifesté. Pour dénoncer leurs conditions de travail, mais aussi pour mettre en garde sur l'avenir de ce service public en Bresse.

« **P**ro-concerts », les agents des finances publiques ont pointé à Londres. Ce jeudi, l'État dit haut et fort via une belle lettre, déployée au fin de saisir dans la cour intérieure de tout les de travail. Une vingtaine d'agents participaient à cette action à l'appel de l'intergénéraliste rénové CGT, PO, Solidaires et CFE.

Deux suppressions de poste à Louhans en 2019

Cette action intervient alors que le pavillonnaire, à la source du lit, peut voir le ruisseau en miroir une fois dépassé le défilé de l'ouvrage. C'est notamment à une des premières maisons de la vallée, « Nous avons beaucoup de personnes qui viennent pour demander une modification de leur façon de vivre », explique Pascal Le Moigne, agent syndical chez Sélénis. C'est une charge de travail supplémentaire, qui s'ajoute à un long et fastidieux « De les services doivent y faire face avec des moyens humains qui diminuent. En Saône-et-Loire, 18 communes de ponts sont présentes en 2019 sur 53 finances publiques, dont 6 sur 7 communes.



Une vingtaine d'agents des finances publiques ne sont "pas contents" des menaces qui pèsent sur ce service en Grèce. Un fait qui n'aurait servi à rien de matériel. Photo: Reuters / AGENCE FRANCE PRESSE

disputer le défilé de l'Incarot. C'est justement là une des premières raisons de la colère. « Nous avons beaucoup de personnes qui viennent pour demander une modification de leur taux de prélèvement », explique Pascal Le Morvan, agent syndical chez Solitaires. C'est une charge de travail supplémentaire, qui influe sur les temps de traitement. « Ce les services doivent y faire face avec des moyens humains qui diminuent. En Seine-et-Marne, 18 suppressions de postes sont prévues en 2019 sur 45 emplois publiés...

à la trésorerie, et sans au Service des impôts des particuliers, celui-ci traite qui traite les demandes du public. Cette tendance se date par d'ailleurs : ± 10 à 20 ans, nous sommes plus de 60 agents des finances publiques à Louhans, se souvenez Patrick Riva, du syndicat Solidaires. Aujourd'hui, nous ne sommes plus qu'une bonne trentaine, en comptant les suppressions de poste et les transferts (fongibles) : « Finances services publics » (Centre des impôts locaux, Publicité fiscale, Pôle de contrôle des expertises) ont disparu, et d'autres.

Quel avenir pour les trécoreries ?

Et ça ne va s'arrêter
dit M. Solon les 12
Dimanches départementaux
peut à l'avenir une
toute de ses services.
départementaux devra
dans le cadre de l'effort
salle de la lecture -
indique Thomas Gilles
départemental adjoint
finances. Qui ne sait pas
travaux sociaux et agents
pour être tranquille. « En
tout cas, nous ne sommes

les trésores du département. « Cela veut dire que celles de Loutharn, Cuisseron, Cuisseron-Saint-Germain-du-Bon et Pierre-de-Bresse sont en danger. Pour l'instant, elles ne sont pas parties des trésores qui doivent fermer en 2009 (pas par ailleurs). Mais Thomas Gillet n'est pas optimiste pour l'instant. » Je ne sais pas ce qui est en jeu en Sables-et-Loups. On attend le projet de la direction. Mais quel qu'il arrive, avec cette reorganisation, il y aura moins de services au centre des finances publiques de Loutharn. »

L

Le nombre de triseries du département dont la fermeture est actée pour le 1^{er} septembre 2019 : La Chapelle-de-Guinçay, La Clayette, La Roche-Vineuse et Chalons Périgord. Celle de Cuisaux, un temps menacée, a finalement été maintenue. Jusqu'à quand ?

QUESTIONS À
Laurent Châteauneuf, directeur départemental adjoint des finances publiques

« Les suppressions de poste vont certainement continuer »

Vos agents peuvent craquer sur une cause du service des finances publiques en Ille-et-Vilaine. Qu'en est-il de ce projet de réorganisation mené par la Direction départementale

« Nous sommes en effet, il n'y a pas de doute, pris. La direction générale des Travaux publics fait des contreparties pour s'adapter à la décentralisation. Plusieurs pistes sont à l'étude : mettre en place des permanences dans les maires, ou les réseaux de services au public. Nous avons eu par exemple une réunion en ce sens ce jeudi pour les représentants des maires de province ».

est public pour la justice du profillement à la

Les agents pointent du doigt les rappresailles de ce type.

« Il était tenté. Il supprimait des postes ou prélevés en 2019. Ces suppressions, vous certainement connaître parce que l'administration s'est battue énormément, pour les professionnels comme pour les particuliers. Il y a eu gain de temps par agent qui est énorme. Aujourd'hui, en Suisse-et-Lair, plus de 50 % des dépenses de revenus se font en ligne ».

Photo: Thierry DROUARD

...donc ne va pas dans le sens d'un service de proximité...

« Si on était assis à se désoliser, on finirait assez vite, même sur le ponton. Et sait que tout le monde ne peut pas faire des désolés sur Internet, particulièrement dans les territoires ruraux comme la Brezée. Et surtout, il ne peut pas se désoler, je pense qu'il louchait, il y avait toujours une présence. Par ailleurs, on sait que certains ont vu de mal à réaliser l'avis d'indemnité, c'est pour ça, ça, aussi, tout ça, les Brezée ».

Du changement pour l'hôpital

Pour les gens du personnel des finances publiques à Loughlin, il y a aussi le transfert de la gestion de la comptabilité de l'hôpital de Loughlin à Chatham. Deux techniciens d'assurances ont un effet des crises à l'hôpital du département. « À Loughlin, quand le personnel spécialisé sur ce poste doit un congé, on remplace, il y a une loi, ce ne sera pas le cas », explique Laurent Chénouillet. Les agents, quant à eux, démissionnent ou autre coup de main au service de proximité.

MANIFESTATION

Louhans : les agents des finances publiques en colère

Des suppressions de poste d'une part, une charge de travail plus forte du fait du prélèvement à la source d'autre part : une vingtaine d'agents du centre des finances publiques ont manifesté ce jeudi.

Vu 368 fois | Le 14/02/2019 à 12:18 | mis à jour à 12:45 | Réagir



■ Les agents des finances publics ont déployé une banderole pendant une demi-heure. Photo Patrick AUDOUARD

LECTURE
ZEN

Ce jeudi, en fin de matinée, une vingtaine d'agents du centre de finances publiques de Louhans (rue des Bordes) ont répondu à l'appel de l'intersyndicale CGT, Solidaires, FO et CDFT. Ils ont déroulé, dans la cour intérieure du site, une banderole pour exprimer leur colère. Ils entendent ainsi prévenir du danger qui plane sur ce service, que ce soit au niveau national ou local.

Les agents se plaignent notamment des suppressions de poste (18 emplois supprimés en Saône-et-Loire en 2019, selon leurs chiffres), alors que la mise en place du prélèvement à la source a pour conséquence une plus grosse charge de travail.

Ils s'inquiètent également du projet de restructuration du service départemental des Finances publiques, qui doit être prochainement annoncé par leur direction. Ils redoutent de la casse sans vraiment savoir à quoi s'attendre. "Quoi qu'il arrive, il y aura moins de services à Louhans", préviennent-ils.

L'INDÉPENDANT

PARAIT LE MARDI ET LE VENDREDI

du Louhannais et du Jura

BRESSE / ÉCOLES

Sept fermetures de classe : la mobilisation ne faiblit pas P.5



LOUHANS

Les agents des impôts inquiets

Face à un projet de restructuration, les agents craignent des services en moins au centre de Louhans.

P.6

SECOURS



L'appel des pompiers pour libérer les volontaires

Les du club « Atouts Bresse entreprises », les responsables des pompiers du département ont lancé un appel aux entreprises pour faciliter la disponibilité des volontaires.

P.32

VARENNES-SAINT-SAUVEUR

Un prix d'excellence pour la laiterie

Le ministre de l'Agriculture a récompensé la laiterie de Bresse pour avoir obtenu, trois années de suite, une médaille au concours général agricole.

PAGE 4

SERVICES

Centre des impôts : les agents inquiets pour l'avenir du site

Les agents du centre de finances publiques de Louhans (rue des Bordes) ont décidé d'agir. Ils craignent notamment des suppressions de services à venir.

À l'appel de l'intersyndicale CGT - Solidaires - FO Finances Publiques 71, des agents des finances publiques de Saône-et-Loire se mobilisent actuellement pour défendre entre autres le service public, leurs missions et leurs emplois. Les syndicats annoncent 18 suppressions de poste en Saône-et-Loire en 2019 et dénoncent entre autres des conditions de travail dégradées dues à une baisse constante des moyens. Ils pointent du doigt aussi la mise en place du prélèvement à la source.

Des actions ont déjà eu lieu à Chalon et au Creusot. Ce jeudi peu avant midi, une vingtaine d'agents de Lou-



Ce jeudi peu avant midi, une vingtaine d'agents de Louhans ont pris un moment sur leur temps méridien pour faire une action symbolique.

hans ont pris un moment sur leur temps méridien pour faire une action symbolique et expliquer la situation aux usagers de passage.

« Notre directrice départementale des finances publiques doit rendre un projet

de restructuration au ministère à Bercy. Nous craignons des suppressions de services au niveau de Louhans, précise Thomas Gilles de la CGT finance publique et inspecteur à Louhans. Le cadastre n'existe plus, le contrôle fiscal est à Chalon et le service des hypothèques est en souffrance. On craint le pire pour la suite. Déjà que nous sommes fermés le mer-

credi au public. »

Thomas Gilles est clair : « Les particuliers et les collectivités ont besoin de service de proximité comme ici. La numérisation ne fait pas tout... »

Par ailleurs, les syndicats s'inquiètent sur l'avenir des trésoreries en Bresse comme à Cuiseaux, Cuisery ou Pierre-de-Bresse.

O.C.

MONTCEAU-LES-MINES - SOCIAL

Les agents se mobilisent ce vendredi pour garder le centre des impôts

Les agents des impôts seront devant le centre des finances publiques ce vendredi pour défendre leur administration menacée selon eux de fermeture d'ici à 2022.

Vu 735 fois | Le 14/02/2019 à 18:06 | mis à jour à 18:47 | Réagir



Centre des impôts de Montceau. Photo C.ROUX

LECTURE
ZEN

Ils étaient devant le centre des impôts du Creusot ce lundi et seront présents ce vendredi devant le centre des finances publiques de Montceau. Les agents des impôts renouvellent leur action de sensibilisation auprès du grand public pour défendre le maintien du centre des finances, menacé de fermeture dans quelques années. "Certains services ont déjà fusionné avec le centre des impôts du Creusot, et la politique gouvernementale tend à fermer les centres du département au profit d'un ou deux gros centres à Chalon ou Mâcon" évoque Pascal Poyen, membre du bureau de Solidaires71 pour les finances publiques.

La charge de travail des agents due au prélèvement à la source sera de même évoquée. "C'est vrai que cela se passe bien, mais les gens ont des questions auxquelles il nous faut répondre".

Une manifestation départementale à l'initiative de la CGT71, de Solidaires71, FO71 et la CFDT71 (*lire tract ci-dessous*)

LES TRÉSORERIES AUSSI VISÉES PAR DES FERMETURES

La trésorerie de Perrecy-les-Forêts-Palanges a été visée par une fermeture puis finalement maintenue par le ministre des comptes publics en fin d'année dernière.



Samedi 16 février 2019

ACTU. MONTCEAU ET RÉGION 13

MONTCEAU-LES-MINES

Les agents craignent la suppression du centre des finances publiques

25 agents du centre des finances publiques de Montceau-les-Mines ont mené une opération de tractage vendredi. En colère, ils dénoncent une dégradation de leurs conditions de travail, de l'accueil des usagers et s'inquiètent d'une éventuelle suppression du centre.

« Qu'est-ce que l'on va devenir ? », s'insurge une employée des finances publiques. L'inquiétude de voir disparaître ce service public à Montceau-les-Mines est partagée par une majorité de ses collègues. 25 d'entre eux étaient regroupés devant l'établissement pour exprimer leur mécontentement ce vendredi.

Pas d'information de la direction

« Lors d'une réunion le 5 février, la direction n'a pas souhaité communiquer sur la restructuration des services », déplore Pierre Badey, secrétaire départemental de la CGT. Un silence assumé. « Aucune décision n'a été prise. Nous sommes en pleine réflexion », assure Laurent Chaintreuil, directeur adjoint des finances public à Macôn. Cette réorganisation est, selon lui, nécessaire. « Nos budgets sont réduits. L'objectif est de fournir un service moins coûteux et tous aussi performant. Aujourd'hui, beaucoup de démarches se font par internet », souligne-t-il. À ce titre, la dématérialisation des démarches administratives est dénoncée par les agents des finances publiques.



Les agents du centre de finances publiques ont distribués des tracts aux usagers ce vendredi, de 13 à 14 heures. Ils ont voulu les alerter sur leurs conditions de travail. Photo Pierrick DEGRACE

« Depuis l'instauration du prélèvement à la source, les usagers rencontrent des difficultés », déclare l'un d'entre eux. Conséquence, la fréquentation du centre des finances publiques a augmenté. « La masse de travail est plus importante. Nous sommes moins aptes à répondre à leurs besoins. Preuve en est, le temps d'attente au guichet est plus long. »

Cette hausse est relativisée par le directeur adjoint. « Le système est nouveau. Il est normal que les administrés s'interrogent. La fréquentation a augmenté mais pas de manière significative. » Aucun chiffre ne nous a été communiqué pour le constater. « Ça va se tasser », tempère le directeur adjoint.

Pierrick DEGRACE



ACCUEIL

FAITS-DIVERS

POLITIQUE

SOCIÉTÉ

PERDU TROUVÉ

ECONOMIE

CULTURE

SANTÉ

ASSOCIATIONS

SPORTS

ILS NOUS ONT QUITTÉS

Recherche

> Société > Le Creusot – Le service public est en danger dénoncent les syndicats

Le Creusot – Le service public est en danger dénoncent les syndicats

11 février 2019

Communiqué – Les agents des Finances Publiques sont en action soutenus par l'intersyndicale CGT Solidaires FO et CFDT depuis la fin janvier contre les réorganisations de leurs missions et métiers qui préfigurent le démantèlement du réseau DGFIP dans le département.

Concentration des services sur 1 ou 2 sites principaux (on peut penser Chalon et Mâcon), fermeture programmées des trésoreries, création d'agents itinérants sans bureaux, et bien d'autres réjouissances...

Lundi 11 février à partir de 13H15 action devant le centre des finances publiques du Creusot.



LE SERVICE PUBLIC DES FINANCES EN DANGER !

Le Prélèvement à la source : une simplification pour qui ?

Le prélèvement à la source est effectif depuis le 1er janvier 2019.

Le changement du mode de recouvrement de l'impôt sur le revenu modifie, d'ores et déjà, à la fois les comportements des contribuables et l'exercice des missions des agents de la Direction Générale des Finances Publiques qui a perdu

près de 40 000 emplois depuis 2002

dont 23 511 suppressions d'emplois ces dix dernières années.

En Saône et Loire, cela s'est traduit par 144 suppressions d'emplois depuis 2012. En 2019, 18 emplois ont été supprimés ; et ce sont les catégories B et C qui ont été le plus attaquées : ces mêmes catégories qui assurent l'accueil et le traitement des demandes du public...

Pourtant, l'accueil physique des citoyens constitue le point d'entrée principal dans notre administration : en 2016, en Saône et Loire, au total 67 970 citoyens sont venus ou ont téléphoné dans les centres des finances publiques uniquement durant la campagne déclarative d'impôt sur les revenus ; ils sont près de 6 millions au niveau national. Les besoins de la population sont réels.

Mais quelles conséquences pour vous, contribuables, et pour nous, agents des Finances Publiques, devant ces réformes et réorganisations issues de choix politiques ?

COLÈRE



Ag!r

MAINTENANT



FINANCES PUBLIQUES

même plus l'impôt sur les os !

Action du 6/03/2019 : MACON, une délégation des agents des Finances Publiques de Saône et Loire vient exprimer ses revendications à la DDFIP 71 à l'occasion d'un non-CTL !



Une délégation des agents des Finances Publiques de Saône et Loire vient exprimer ses revendications à la DDFIP 71 à l'occasion d'un non-CTL !

La motion ci-dessous a été lue :

Madame la directrice,

Aujourd'hui, il n'y aura pas de CTL. Les organisations syndicales représentatives, mandatées par les agents de Saône-et-Loire, ne siégeront pas.

Aujourd'hui, est une journée particulière. En effet, les agents des Finances Publiques de Saône-et-Loire se sont déplacés, de tous les sites du département, pour venir vous exprimer leur désarroi, leur inquiétude mais aussi leur colère. Comme dans les autres départements, les personnels se mobilisent pour forcer la direction générale à dévoiler ses plans néfastes, perfidement et (trop) optimistement baptisés « *Horizon 2022* ».

Aujourd'hui, 5 mars 2019, nous regardons l'Horizon 2022 que la direction générale nous prépare en secret et nous ne voyons qu'obscurité.

Cette mobilisation, bien qu'inédite en Saône-et-Loire, ne devrait pas vous surprendre : vous connaissez déjà nos questions puisque nous vous les avons posées lors d'une réunion informelle le 5 février 2019.

Nous venons donc, collectivement et avec plus de force, vous les poser à nouveau de façon claire et précise, et alors que certains directeurs ont déjà livré leurs projets. Nous vous demandons d'être loyale envers les agents de Saône-et-Loire.

C'est au nom de la loyauté que vous devez au Directeur Général et au Ministre, que vous vous apprêtez, à travers vos propositions, à casser le réseau des finances publiques dans le département. Vous préparez et décidez, dans le plus grand secret, d'un projet qui va impacter lourdement l'avenir des C, des B, des A et des A+.

La note « secrète » de la DG est connue partout en France et l'on voit bien la casse imposée par Bercy. Les directeurs, qui ont joué la transparence dans leur département, ont bâti des scénarios qui reproduisent assez fidèlement cette ligne de démantèlement. Dès lors, comment envisager aussi froidement la chose en se drapant de loyauté ?

Car en dehors du cadre purement professionnel, c'est bien à la vie personnelle des agents que s'attaque ce projet « Bâtir un nouveau réseau ». Si vous demandez la fermeture de l'immense majorité des trésoreries et les transferts de SIE ou de SIP, les collègues de ces structures vont forcément être amenés à envisager des déménagements. Ce sont nos projets de vie que vous remettez en cause, il faut donc être transparent !

Les directeurs départementaux répondent à cette commande de fermetures de la DG comme si nous n'existions pas, comme si les agents de toutes catégories n'étaient que des chaises, des numéros.

Les agents aujourd'hui, et depuis le début du mois de février, en tirent les premières conséquences. Ils se sont mobilisés dans beaucoup de centres, selon des formes parfois inédites, qui a, d'ailleurs, piqué l'attention des responsables des services RH, prompts à pointer les participants.

Nous vous demandons donc de nous préciser :

- Le nombre de suppressions d'emplois prévues pour les 3 ans à venir ;
- Le nombre de trésoreries menacées, le nombre de SIE, de SIP, leurs implantations ;

- Le nombre de front office et back office prévus pour les remplacer et sous quelle forme ?
- Les conséquences de cette grande casse en matière de ressources humaines : que vont devenir les collègues concernés ?

Bref, nous vous demandons instamment de répondre à toutes les questions soulevées par la note de décembre et remise aux directeurs départementaux.

Aujourd'hui, vous avez une occasion inédite de nouer le dialogue et d'assurer aux agents que vous défendrez le service public des finances en Saône-et-Loire. Non pas en le cassant ou en anticipant les restructurations, mais plutôt en s'associant à leur démarche et en faisant remonter leurs revendications contenues dans les cahiers revendicatifs que nous vous remettons.

Les agents ne veulent pas que leurs missions soient transférées, leurs centres fermés, leurs emplois supprimés au nom d'une nécessité qui n'a absolument rien d'évident.

Ils sont là pour dénoncer une politique qui casse leur travail, méprise leur condition de travail et attaque leur statut. Ils souhaitent répondre aux besoins fondamentaux des citoyens : c'est pour cette raison qu'ils se sont engagés au service de l'État.

Mais il y a bien longtemps que les représentants de l'État ont perdu de vue ces valeurs.

Ces valeurs qui, malheureusement, se sont effacées derrière des nécessités et des objectifs comptables, déclinés selon des éléments de langages récurrents.

Aujourd'hui, les agents ne veulent plus de ces changements néfastes. Ils se sont déplacés pour vous le dire !

Mâcon le 5 mars 2019



SOCIAL - MÂCON

Finances publiques : l'intersyndicale dénonce des "régressions qui vont à l'encontre du service public"

Ce mardi matin, une cinquantaine d'agents des Finances publiques du département sont venus à Mâcon à l'occasion du comité technique local de la direction générale des Finances publiques, qui se déroulait à la cité administrative.

Vu 743 fois | Le 05/03/2019 à 10:29 | Réagir (1)



Répondant à l'appel de l'intersyndical (NDLR : CGT Finances publiques, Solidaires Finances publiques, FO Finances publiques et CFDT Finances publiques), une cinquantaine d'agents des Finances publiques sont venus exprimer leur "désarroi", leur "inquiétude" et leur "colère", ce mardi matin, à Mâcon, à l'occasion du comité technique local de la direction générale des Finances publiques. "Nous nous mobilisons à nouveau pour forcer la direction générale à dévoiler ses plans néfastes", expliquent les représentants syndicaux.



I "Un service public dégradé

Pour les organisations syndicales, le projet "Horizon 2022" est une "restructuration" du réseau des Finances publiques. "Avec des suppressions d'emplois et de trésoreries à la clé".

"En Saône-et-Loire, nous avons déjà connu 144 suppressions d'emplois depuis 2012, indiquent Thomas Gilles, de la CGT et Pascal Poyen, de Solidaires. En 2019, 18 emplois ont été supprimés. Ce sont les catégories B et C qui ont été les plus attaquées. Pourtant, ce sont ces catégories qui assurent l'accueil et le traitement des demandes du public". Pour les représentants syndicaux, cette baisse du nombre d'agents engendrent "des énormes files d'attente" pour les contribuables, "alors que la demande est forte, notamment en raison du passage au prélèvement à la source".

I Fermetures annoncées de trésoreries

L'intersyndicale dénonce également "les fermetures annoncées de quatre trésoreries (NDLR : La Chapelle-de-Guinchay, La Roche-Vineuse, Saint-Rémy et La Clayette)". "Aujourd'hui, on ne parle que de dématérialisation, d'internet et de plate-forme téléphonique. On nous propose un traitement industriel de nos missions".

Pour les agents, la restructuration des Finances publiques est également synonyme de "charge de travail supplémentaire", de "conditions de travail dégradées" et de "mobilité géographique de plus en plus subie". D'autres manifestations pourraient avoir lieu dans les prochaines semaines.

Croisée à l'issue du comité technique local, Eliane Simon, directrice départementale des finances publiques de Saône-et-Loire, n'a pas souhaité répondre à nos questions.

Mme Simon a tenu à rappeler que la direction n'en était qu'à la phase de réflexion, qu'elle communiquerait le moment venu lorsque le projet sera validé par la direction générale. Elle affirme ne pas avoir d'indications sur la volumétrie des emplois supprimés dans les années à venir. Cependant, aucune orientation contenue dans le document « Bâtir un nouveau réseau » n'a été démentie. Mme Simon a indiqué qu'elle allait fusionner les SIP et les SIE mais qu'il ne s'agit pas de ne retenir qu'un seul SIP et un seul SIE pour le département.



Les agents ne sauront donc rien sur l'avenir du réseau en Saône et Loire.

La DDFIP a tout de même concédé un point : cette situation pouvait être anxiogène pour les agents...

Solidaires
Finances
Publiques

la cgt
Finances
Publiques

FO
DGFIP

Cfdt:
FINANCES
PUBLIQUES

CFTC
DGFIP

ENSEMBLE
DANS L'ACTION
LE 14 MARS



IL Y A URGENCE !



**SIP, SPF, CADASTRE, SPL...
TOUS LES SERVICES MENACÉS !**



**UN VOLUME DE SUPPRESSIONS
D'EMPLOIS JAMAIS ATTEINT**



**RÈGLES BAFOUÉES
ET ENGAGEMENTS RENIÉS**

**POUR UN CHANGEMENT DE CAP,
LA MOBILISATION DE TOUS
EST DONC INDISPENSABLE LE 14 MARS ET ENSUITE !**

TOUS EN GREVE LE 14 MARS !

Code Direction : 710

Direction : DIR DEPT FINANCES PUBLIQUES DE LA SAONE-ET-LOIRE

Motif : Augmentation du pouvoir d'achat
 Défense du statut
 Opposition aux orientations générales du gouvernement en matière de droits des agents
 Amélioration des conditions de travail
 Maintien et renforcement de toutes les missions de la DGFIP
 Oppositions aux suppressions d'emplois et aux restructurations.

Organisations syndicales : Solidaires-FP, FO DGFIP, Solidaires Finances publiques, CGT Finances publiques, CFDT Finances

	Catégorie A+ (1) Cadres supérieurs			Catégorie A (inspecteurs seulement)			Catégorie B			Catégorie C			Totaux		
	Agents devant être présents	Nombre de grévistes	%	Agents devant être présents	Nombre de grévistes	%	Agents devant être présents	Nombre de grévistes	%	Agents devant être présents	Nombre de grévistes	%	Agents devant être présents	Nombre de grévistes	%
Direction	18		0,00	16	4	25,00	65	10	15,38	43	3	6,98	142	17	11,97
SIP-CDI-CDIF	3	1	33,33	7	4	57,14	29	15	51,72	37	18	48,65	76	38	50,00
SIE, SIP-SIE et PRS	9		0,00	7	5	71,43	71	43	60,56	44	20	45,45	131	68	51,91
Trésoreries	19	4	21,05	17	3	17,65	93	47	50,54	51	22	43,14	180	76	42,22
Brigades, BCR, PCE, PCRP, ICE	5		0,00	23	6	26,09	19	8	42,11				47	14	29,79
Services de Publicité Foncière	3	1	33,33	2	1	50,00	18	10	55,56	14	5	35,71	37	17	45,95
ESI															
CPS - CIS - CC															
TOTAL	57	6	10,53	72	23	31,94	295	133	45,08	189	68	35,98	613	230	37,52

(1) La catégorie A+ supérieurs s'entend à partir du grade d'Inspecteur divisionnaire

14 MARS 2019 : MANIF' RÉGIONALE À DIJON. UNE DÉLÉGATION DE L'INTERSYNDICALE DE SAÛNE ET LOIRE A REJOINT LES COLLÈGUES DES AUTRES DÉPARTEMENTS BOURGUIGNONS ET PARTICIPE À LA RENCONTRE AVEC LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA PRÉFECTURE !



Pour les syndicats des impôts, face aux menaces, « il y a urgence ! »

Vu 3381 fois

Le 14/03/2019 à 11:12

🕒 mis à jour à 12:18

💬 Réagir (11)



Dans le cadre d'un mouvement national de grève et d'actions ce jeudi, l'Intersyndicale finances publiques 21 (CGT, Solidaires, CFDT, CFTC, FO) organise, à partir de 11 heures, un rassemblement devant la Direction régionale des finances publiques 21 (DRFIP 21), place de la Banque à Dijon. Pour eux, « il y a urgence ! » à agir face aux menaces qui pèsent sur « l'avenir des missions, des implantations et des emplois de notre administration »



■ Ce jeudi matin devant la Direction régionale des finances publiques 21 (DRFIP 21), place de la Banque à Dijon. Photo LBP / V. L.

Plus précisément, les syndicats se mobilisent notamment : « Pour l'arrêt des suppressions d'emplois » ; « pour l'ouverture de véritables discussions sur le devenir des missions, des implantations territoriales et le maintien des garanties individuelles et collectives [...] » ; « pour la mise en place d'un plan ambitieux de recrutement de personnels titulaires à la hauteur des besoins » ; « pour une opération massive de repyramidage des emplois par une amélioration des volumes de promotions de grade au sein de chaque catégorie et un large plan de promotions [...] » ; « pour l'augmentation de la valeur du point d'indice » ; « pour la revalorisation immédiate des régimes indemnitaires de 200 euros brut par mois [...] » et « pour l'attribution à toutes et tous de la prime exceptionnelle de 200 euros ».

JOURNÉE DE MOBILISATION INTERPRO DU 19/03/2019

L'intersyndicale CGT-SOLIDAIRES-FO-CFDT Finances Publiques 71 s'est retrouvée aujourd'hui à Chalon pour une **OPÉRATION TRACTAGE** devant le centre des Finances Publiques, sur les plages d'horaires variables à 8h30 puis 11h30, rejointe par quelques agents du Centre.



Puis les militants des organisations syndicales se sont réunis pour décider des actions à venir dans les prochaines semaines.

Enfin, l'action militante s'est terminée avec la participation à la **MANIFESTATION**, organisée, l'après-midi, au départ de la maison des syndicats.





Signalons que nos **COLLÈGUES DE LA TRÉSORERIE DE CUISERY** ont participé aussi à une opération tractage sur les horaires variables, à partir de 11h30, sur le marché de Cuisery ! L'exemple est à suivre !



Info
Chalon.com

12 SALLES
GRAND CONFORT

MEGARAMA
App Store www.megarama.com

CHALON /AUTOUR DE CHALON BOURGOGNE OFFRE D'EMPLOI ECONOMIE SPORT PC

CHALON SUR SAÔNE Le 19 Mars 2019 à 18:13

Les syndicats, les retraités, fonctionnaires et Gilets Jaunes se sont retrouvés ce mardi pour battre le pavé à Chalon-sur-Saône



D'une seule voix, organisations syndicales, retraités, salariés, fonctionnaires ou Gilets Jaunes scandaient le

ACTION DU 25 MARS 2019 : Cité Administrative Mâcon, tracts et pétitions



ACTIONS DU 26 MARS 2019 : PARAY LE MONIAL et CHAROLLES, tracts et pétitions



PARAY-LE-MONIAL - MOUVEMENT SOCIAL

Usagers et agents des finances publiques contre les fermetures

Publié le 27/03/2019 à 05:00 | Réagir (0)

EDITION ABONNÉ





CHAROLLES - FINANCES PUBLIQUES - « EN 15 ANS, LE CENTRE DES IMPÔTS DE CHAROLLES A PERDU LA MOITIÉ DE SES AGENTS »

« En 15 ans, le centre des impôts de Charolles a perdu la moitié de ses agents »

Une dizaine d'agents des finances a manifesté mardi en début d'après-midi devant le centre des impôts de Charolles. Tous dénoncent et s'opposent au ...



JOURNÉE NATIONALE DE GRÈVE ET ACTIONS DU 28 MARS 2019

Tracts et pétitions CENTRE DES FINANCES LE CREUSOT+ 10H30

JEUDI 28 MARS

AMPLIFIONS LA MOBILISATION

TOUTES ET TOUS EN GRÈVE!

TOUTES ET TOUS À PARIS!



Nous ne cessons de le dire et de l'écrire, et nous ne cessons de le dire et de l'écrire : la situation est grave et nous sommes toutes et tous en danger !

Aujourd'hui, l'objectif des pouvoirs publics est simple : Externaliser, privatiser et abandonner des missions, supprimer des emplois, réduire par quatre le nombre des implantations, limiter l'accès du public aux contacts dématérialisés, abaisser notre statut, détruire le service public et ainsi, mettre à mal l'égalité de traitement des citoyens.

Le nôtre et le vôtre doit être aussi simple : empêcher la destruction de notre administration et préserver notre avenir personnel et professionnel, celui du service public et de la Fonction publique.

NOUS POUVONS Y ARRIVER À FORCE DE DÉTERMINATION ET EN S'Y METTANT TOUTES ET TOUS ENSEMBLE!

Les grandes manœuvres ont déjà commencé. Le périmètre de nos missions est attaqué et la manière de les exercer bouleversée. Elles sont vidées de leur sens au détriment de l'intérêt général.

La géographie revisitée va aboutir à un démantèlement violent et massif du territoire et diviser par quatre le nombre de nos implantations. Pour faciliter le tout, la loi Fonction publique va permettre de recruter des contractuels un peu partout, de mettre à mal nos garanties individuelles et collectives en supprimant le rôle des CDD d'introduire une compétition malsaine entre services, entre les agents et entre titulaires et précaires.

C'est bien un avenir à la France-Télécom qui nous est promis... Si nous ne nous rebellons pas !

Personne ne peut aujourd'hui se croire à l'abri, quel que soit son grade, quelle que soit son affectation, quelle que soit la mission qu'il exerce.

SID SPM SIE, CADASTRE, SPL, TOUS LES SERVICES MENACÉS!

SID : affirmant le 27 février que 3 000 agents travaillent sur la Taxe d'habitation, le ministre Darmanin prévoit de supprimer 3 000 emplois sans aucun redéploiement sur des missions défectives ou affectées prioritaires, comme la lutte contre la fraude fiscale. Le prélèvement à la source et la suppression de la TSI mettent clairement en péril les SID.

Cadastre : le transfert vers l'IGN est aujourd'hui sur les rails.

SPL : la création d'agences comptables va finir de mettre à mal la gestion publique, et le principe fondamental de séparation entre ordonnateur et comptable, sans aucun intérêt financier pour la collectivité locale.

Recouvrement : les pouvoirs publics portent bel et bien l'idée d'une agence unique de recouvrement des recettes fiscales et sociales hors du périmètre de la DGF. Cela mettra à mal sans aucun doute les SE.

Contrôle fiscal : l'artifice de l'intelligence artificielle est utilisé pour déshabiller les services de base.



LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA CGT, PHILIPPE MARTINEZ, EN VISITE AU CREUSOT, A ACCEPTÉ DE RECEVOIR UNE DÉLÉGATION DE L'INTERSYNDICALE DES FINANCES PUBLIQUES DE SAÔNE ET LOIRE. NOUS AVONS ÉCHANGÉ SUR LA STRATÉGIE À METTRE EN PLACE FACE À LA « GÉOGRAPHIE REVISITÉE ». L'INTERSYNDICALE REMERCIE L'UD CGT 71 D'AVOIR PERMIS CETTE RENCONTRE.

lejournal ACTUALITÉ

SOCIAL

Philippe Martinez au Creusot : "On nous accuse de refuser le dialogue mais on m'interdit l'accès à l'usine" (VIDEO + DIAPORAMA)

Vu 2994 fois | Le 28/03/2019 à 10:45 | mis à jour à 17:16 | Réagir (10)



■ Une délégation syndicale des Finances publiques est venue discuter avec Philippe Martinez. (Photo D. Valette)



Sur le service public, Philippe Martinez a insisté sur les besoins partout en France : « Avec des fonctionnaires ayant un statut, ce n'est pas un privilège, garantissant que les agents de la fonction publique soient en priorité et uniquement au service des usagers et non au service des actionnaires, oui ce n'est pas un privilège, c'est au atout pour le pays... ». Les 150 manifestants ont ensuite pris la direction de la la rue de l'étang de la forge, la rue Baptiste Marcet et l'avenue de la Paix où sur le parking de la Nef, Philippe Martinez a rencontré les syndiqués du département, notamment ceux du syndicat de Safran et des Finances Publiques en lute sur la Saône-et-Loire.

La journée se poursuivra à la maison des associations Mouillelongue pour un débat public suivi de la présentation de la campagne départementale pour la défense de la protection sociale. Il faut rappeler que la visite de Philippe Martinez en Saône-et-Loire s'inscrit dans le cadre des campagnes confédérales actuelles pour : « La reconquête industrielle et le développement des services publics » et « La protection sociale et une Sécurité Sociale du 21ème siècle ».

JCP



FINANCES PUBLIQUES
MÊME PLUS L'IMPÔT
SUR LES OS

MISSIONS
RÉSEAU,
EMPLOIS,

**GÉOGRAPHIE REVISITÉE
SERVICE PUBLIC LIQUIDÉ**



SOCIAL

Finances publiques : les syndicats de nouveau mobilisés à Mâcon

Ce jeudi matin, devant la direction départementale des Finances publiques, des agents distribuaient des tracts et proposaient aux Mâconnais de signer une pétition.

Vu 426 fois | Le 04/04/2019 à 10:37 | ⌚ mis à jour à 12:02 | 💬 Réagir



■ Daniel Moulin (CGT), Magali Rocher (Solidaires), Valérie Redon (Solidaires), Francis Viscovì (FO), Sabine Blanc (CGT) et Dominique Barge (Solidaires). Photo A. W.

Quelques semaines après un rassemblement devant la cité administrative, à Mâcon, l'intersyndicale (CGT, Solidaires, FO, CFDT) des Finances publiques s'est de nouveau mobilisée ce jeudi matin dans la ville préfecture. Six agents, représentants du personnel, étaient positionnés rue Mathieu, devant la direction départementale des Finances publiques.

Vêtus de gilets noirs, ils distribuaient des tracts sur "la dégradation" du service public des impôts et faisaient signer une pétition lancée le 19 mars dernier.

"Le tout internet a ses limites"

"Depuis plusieurs années, nous perdons en moyenne 20 postes par an en Saône-et-Loire, s'indigne Sabine Blanc, de la CGT. Le service public rendu aux usagers se dégrade. Les files d'attente sont de plus en plus longues. Le tout internet a ses limites".

Les syndicats protestent également contre les fermetures des Trésoreries locales dans le département et "la baisse de la qualité du contrôle fiscal". "C'est pourtant la garantie de l'égalité des citoyens devant l'impôt", souligne Magali Rocher, de Solidaires Finances publiques.



NOUVEAU ! POUR JOINDRE L'INTERSYNDICALE :

intersyndicaledgfip71@gmail.com



3 AVRIL 2019 : L'INTERSYNDICALE DOFIP71 RENCONTRE LE MAIRE DU CREUSOT

11 AVRIL 2019 : INTERVENTION DE L'INTERSYNDICALE DOFIP 71 À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA MUTUELLE MGEFI, EN SOUTIEN AUX CAMARADES DE HAUTE-GARONNE ET POUR RAPPELER LES ACTIONS MENÉES DANS LE DÉPARTEMENT DEPUIS 3 MOIS.

12 AVRIL 2019 : L'INTERSYNDICALE DOFIP71 RENCONTRE LE MAIRE DE CHAROLLES

15 AVRIL 2019 : LES REPRÉSENTANTS DES PERSONNELS AU CHSC+ ONT SIÉGÉ SYMBOLIQUEMENT HABILLÉS DE LA « TENUE » DES ACTIONS ET MOBILISATIONS !



L'INTERSYNDICALE DOFIP71 EN COLÈRE EST SUR FACEBOOK



L'Intersyndicale DGFIP 71 en COLÈRE" PRÉSENTE DANS LE DÉFILÉ DU 1ER MAI à CHALON

Toutes les générations étaient représentées. La pétition a rencontré un franc succès et nombre d'interventions ont concerné les finances publiques. Une bien belle journée du 1er mai !



DÉFILÉ DU 1ER MAI

Chalon-sur-Saône : 500 à 600 manifestants contre les réformes du gouvernement

Vu 575 fois | Le 01/05/2019 à 15:13 | ⌚ mis à jour à 16:00 | 💬 Réagir

Info
Chalon.com

CHALON / ATOUR DE CHALON BOURGOGNE OFFRE D'EMPLOI ECONOMIE SPORT PO



À Chalon-sur-Saône, plus de 500 manifestants dans le calme pour le 1er mai

JOURNÉE DE GRÈVE FONCTION PUBLIQUE DU 9 MAI 2019



**CONSTRUIRE
COLLECTIVEMENT
GAGNER
ENSEMBLE !**

9 MAI 2019

**GREVE DE
TOUTE
LA FONCTION
PUBLIQUE**

FINANCES PUBLIQUES 71
**MÊME PLUS L'IMPÔT
SUR LES OS**

L'intersyndicale des finances publiques
Solidaires, CGT, FO, CFDT et CFTC appelle
les personnels à être massivement en grève **LE 9 MAI**,
date de la journée de mobilisation Fonction publique,
à se réunir collectivement pour décider des modalités d'action
à mettre en œuvre dans les prochains jours et après le 9 mai.

**LE 9 MAI, TOUTES ET TOUS EN GRÈVE,
TOUTES ET TOUS DANS LA RUE !**

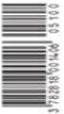
**Solidaires
Finances
Publiques** **la cgt** **FO** **Cfdt** **CFTC**
Finances Publiques DGFIP FINANCES PUBLIQUES DGFIP

DISTRIBUTIONS DE TRACTS ET SIGNATURES DE PÉTITIONS DEVANT LE CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES DE CHALON SUR SAÛNE



ET DE LOUHANS :



 LOUHANS Grève : les agents des impôts sont inquiets N°10730 1,40 euro 3, rue des Dôdanes - 71500 Louhans - Tél. 03 85 75 00 78	PAGE 4 LOUHANNAIS Le projet de terrain de football synthétique revient sur la table Du vendredi 10 au lundi 13 mai 2019
L'INDÉPENDANT du Louhannais et du Jura PARAÎT LE MARDI ET LE VENDREDI	

MERCREDI 8 MAI 2019 À 11:27

Contre fermeture du centre des finances de Montceau (Social)

Les agents des finances publiques mobilisés le jeudi 9 mai et le vendredi 10 l'Appel aux citoyens..



Montceau News Recherche

FAITS-DIVERS ECONOMIE POLITIQUE SANTÉ CULTURE ENSEIGNEMENT ENVIRONNEMENT

ETAT CIVIL SORTIR SOCIAL AGRICULTURE MONTCEAU ET SA REGION SPORTS LA COMMUNE

REDÉCOUVREZ LA FRANCE !

JE RÉSERVE

* VOIR CONDITIONS SUR ACCORHOTELS.COM

VENDREDI 10 MAI 2019 À 16:30

Montceau Finances publiques (Social)

Une pétition contre la fermeture du centre montcellien qui a recueilli 100 signatures



Finances publiques – Le drapeau noir flotte sur le trésor

10 mai 2019



Le rouge, le jaune et maintenant le noir. A chaque couleur son appartenance mais sur le fond, les idées se rejoignent pour beaucoup surtout quand il s'agit de défendre le service public qui est la cible des gouvernements.

Hier, jeudi 9 mai 2019, les syndicats appelaient à la grève pour justement défendre les droits des personnels du service public autant que ceux des usagers.

Aujourd'hui, au centre des impôts à Montceau-les-Mines, une seconde lame, encore plus profonde, espère laisser une trace bien visible sur le visage déjà bien abîmé des services publics.

Hôpital de Montceau en danger, centre des impôts en grand danger et l'espace de la pause déjeuner de midi, le drapeau noir a flotter sur les marches du palais des « impôts ». L'intersyndicale est en colère, une colère noire parce que, dans le démantèlement des centres des impôts, même si tout est officieux, le pire est à craindre avec notamment la fermeture de l'établissement montcellien à l'horizon 2022. « On nous a déjà supprimé la gestion administrative des hôpitaux (évidemment celui de Montceau), les maison de retraite, les EPHAD. Il reste seulement deux trésoreries hospitalières sur le département, Chalon-sur-Saône et Mâcon. Qui pour répondre aux questions des familles » expliquent les agents des finances publiques. « L'Etat ne veut plus payer un loyer comme à Montceau où la ville est propriétaire du bâtiment » ajoutent-ils.

La pétition rencontre un beau succès

Dans l'immédiat, l'ensemble du personnel (36 personnes) est dans l'incertitude la plus totale. « Nous entendons parler de choses mais surtout nous ne savons pas à quelle sauce nous serons mangés » soulignent-ils. L'idée est simple, le département compte huit centres, « et la consigne est de les regrouper sur deux ou trois ».

Depuis plusieurs jours, une pétition pour stopper les suppressions d'emplois et donner les moyens aux finances publiques d'exercer correctement leurs missions de service public est à signer. Les usagers n'hésitent pas un instant. Car chaque jour, ils sont nombreux à se rendre au centre des impôts, surtout en ce moment avec la déclaration des revenus. Un service utile, encore.

Finances publiques, même plus l'impôt (la peau) sur les os, les agents livrent leur bataille, drapeau noir en poupe. Moins de fonctionnaires, c'est moins de service public.

« L'usager doit avoir l'égalité du service public » reprend Patrice Ruiz de Solidaires venu de Chalon épauler ses camarades sur Montceau.

Jean Bernard

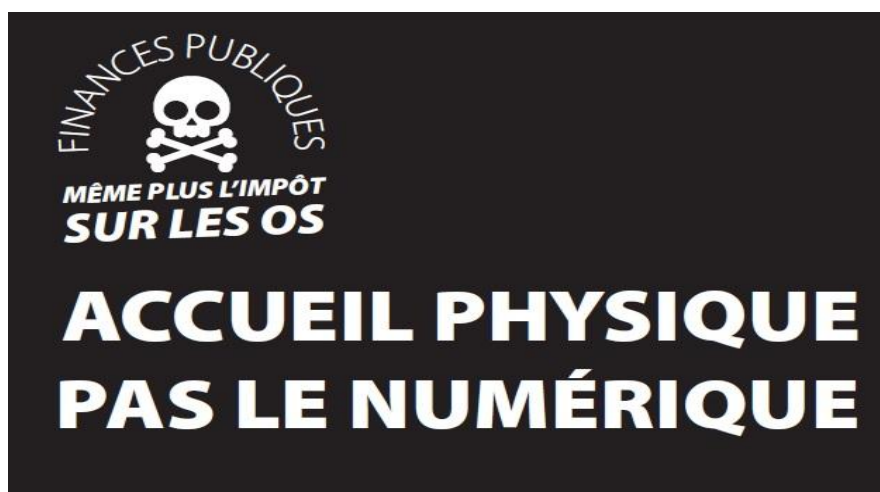
MONTCEAU-LES-MINES - SOCIAL

Les agents des finances publiques mobilisés contre les suppressions de postes

Vu 573 fois | Le 10/05/2019 à 14:07 | mis à jour à 14:37 | Réagir (3)



Une quinzaine de personnes se sont mobilisées, ce vendredi 10 mai, devant le centre des finances publiques de Montceau-les-Mines. Ces agents faisaient signer une pétition sur le refus de voir des postes supprimés au sein du ministère des Finances. Les agents informaient également sur les conséquences de ces suppressions de postes. Ce vendredi, 100 signatures ont été recueillies. On en compte 300, depuis vendredi dernier, sur l'ensemble du bassin de Montceau-les-Mines. Aux côté des agents, quelques Gilets Jaunes, faisaient le nombre.



« Il faut un contact humain au centre des impôts »

Les agents des finances publiques de Montceau-les-Mines se sont mobilisés, vendredi, lors de la pause méridienne, afin de défendre la proximité de ce service public. Plus de 120 citoyens ont signé la pétition demandant le maintien de cette proximité.

Des drapeaux à tête de mort flottaient, vendredi, devant le centre des finances publiques de Montceau. Habituel pour des pirates mais pas commun pour des fonctionnaires. « Ce n'est pas que le signe des pirates, c'est aussi celui des corsaires, qui ramassaient l'argent pour le roi et le répartissaient. Ça veut dire que nous sommes pour la justice fiscale et la justice sociale », détaille Patrice Ruiz, syndicaliste Solidaires Finances publiques.

« On ne connaît pas les projets de la direction »

Aidés par deux syndicalistes de Saône-et-Loire, les agents se sont mobilisés sur leur pause méridienne. « On fait ces actions sur ce temps car le but est de ne pas gêner le public et ça mobilise les agents », souligne Pierre Badey, de la CGT. « À la



Des agents des finances publiques faisaient signer une pétition devant le centre des impôts de Montceau, vendredi, pour demander le maintien de ces centres. Photo JSL/Tristan AUBRY

trésorerie, on était 22 quand je suis arrivée (au début des années 2000), maintenant on est 12. On ne connaît pas les projets de la direction, on ne nous demande rien », indique un agent d'une quarantaine d'an-

nées. Et réduire l'accueil pour mettre plus de personnels dédiés aux contrôles fiscaux ? L'agent n'y croit pas : « On n'a plus d'agent pour les contrôles fiscaux en local depuis des mois. »

« Il faut absolument garder ce service public »

Et les contribuables ? Ils ont répondu présent. Aux alentours de 14 heures, plus de 120 personnes avaient signé la

pétition pour demander le maintien des centres des finances publiques. Certains se dirigeant spontanément vers ceux qui tenaient les documents à signer.

Paroles de contribuables

À l'instar de Jean-Jacques : « Je veux que ça reste ici. Comme pour la séparation entre l'ordonnateur et le percepteur. Celui qui décide l'impôt n'a pas à le récolter. »

« Si on les élimine, on est perdus, comme pour l'hôpital. C'est inadmissible. Il faut absolument garder ce service public », poursuit Christine.

« Il faut un contact humain pour certaines démarches aux impôts. Tout le monde n'a pas internet. Il faut aussi savoir s'en servir et s'équiper, ça revient cher », témoigne Simone Pierre, qui a signé la pétition en arrivant.

Son amie Josette Emoline ajoute : « Et puis les numéros de téléphone qu'on a, ça sonne souvent dans le vide. Les gens doivent avoir facilement accès aux données essentielles. »

Tristan AUBRY

Contactée, la direction des Finances publiques de Saône-et-Loire n'a pas souhaité s'exprimer.

12 mai 2019 : Chagny et Chalon, l'intersyndicale dans les pas du ministre Darmanin



CAMPAGNE EUROPÉENNE

Dans les pas du ministre Darmanin sur les marchés de Chagny et Chalon ce dimanche (actualisé à 16h40)

Vu 3694 fois | Le 12/05/2019 à 10:49 | mis à jour à 17:25 | Réagir (2)





13 mai 2019 : L'INTERSYNDICALE DOFIP71 RENCONTRE LE SÉNATEUR JÉRÔME DURAIN



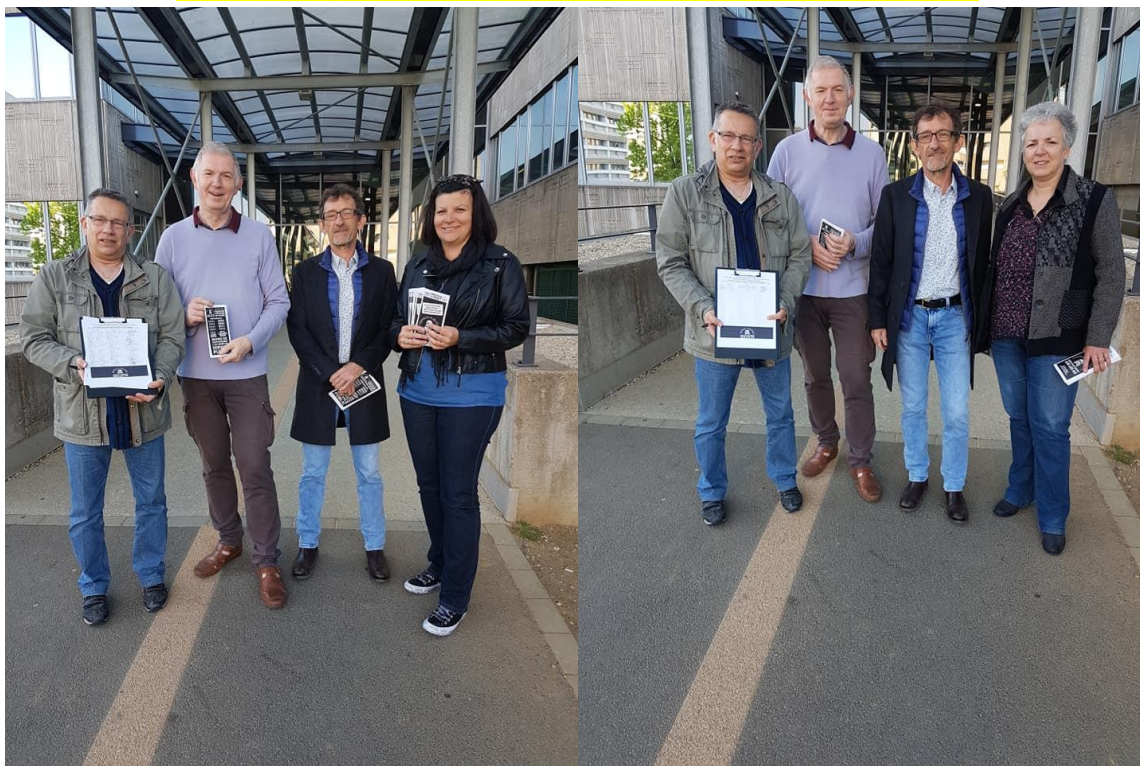
**13 mai 2019 Et JOURS SUIVANTS : TRACTAGES Et PÉTITIONS DEVANT
LE CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES DE CHALON SUR SAÔNE**



20 mai 2019 : RENCONTRE AVEC LE MAIRE DE LOUHANS Et tractage Et pÉtitions



ACTIONS MÂCON À PARTIR DU 20 MAI 2019 :
TRACTAGE ET PÉTITIONS DEVANT LA CITÉ ADMINISTRATIVE



**Le gouvernement doit abandonner son plan de suppression
des implantations des Finances Publiques !**
**Il faut stopper les suppressions d'emplois et donner les moyens aux Finances Publiques
d'exercer correctement leurs missions de service public !**
Nous voulons conserver notre réseau des Centres des Finances Publiques !
Pour toutes ces raisons, nous signons la pétition des « agents des finances publiques » en colère !

NOM Prénom		Signature
		
Déjà		
	1 812	
signatures !		
		



Action du 29 mai 2019 : Village des Services Publics, Chalon sur Saône

Le 29 mai 2019, l'Intersyndicale DGFIP 71 en Colère a été conviée à participer au Village des Services Publics, à Chalon, place de Beaune.

Nous remercions l'UL CGT de Chalon et la fédération Mine Energie à l'origine de cette belle initiative. Nous avons recueilli -à nouveau- un grand nombre de signatures et sensibilisé les citoyens sur les menaces qui pèsent sur le réseau des finances publiques !

Notre pavillon noir a rencontré, une nouvelle fois, un franc succès.

 EDITION DE CHALON

Un village pour sauver les services publics

Depuis un mois la fédération des mines et énergies CGT parcourt la France pour réclamer le retour des services 100% publics. La dernière étape se déroule à Chalon ce mercredi 29 mai, avec un village installé place de Beaune. Plusieurs professions sont représentées : éducation, hôpital, finances, énergies, poste, inspection du travail, chemin de fer...

Vu 471 fois | Le 29/05/2019 à 15:38 | mis à jour à 18:17 | Réagir (2)



Le village CGT des services publics installé ce mercredi après-midi place de Beaune. Photo Florent MULLER

Dans ce village créé par l'union locale de la CGT sur la place de Beaune, toutes les professions liées aux services publics se côtoient. Si l'appel a été lancé par la fédération des mines et énergies, nombreux sont les fonctionnaires et les agents privés remplissant une mission de service à avoir répondu à l'appel.

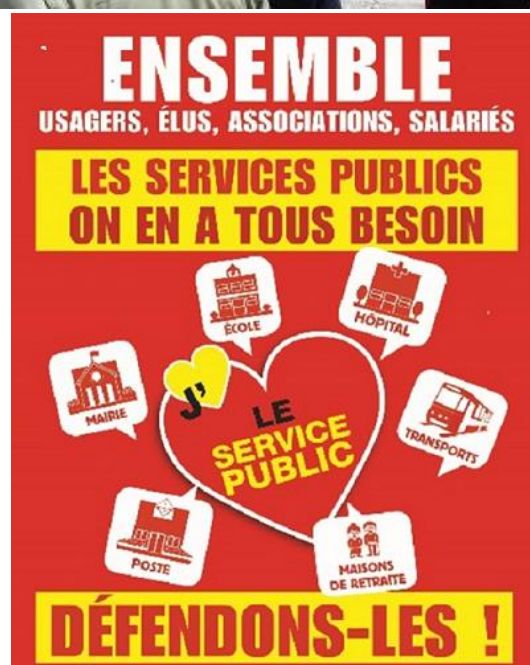
"Les urgences de l'hôpital de Chalon sont en grève illimitée, les enseignants se mobilisent contre la loi Blanquer qui risque de faire diminuer les écoles dans les villages, l'inspection du travail n'a plus les moyens d'accompagner les salariés, le personnel des finances est aux abois, les anciens cheminots sont venus soutenir les actuels salariés contre la fermeture des lignes et des guichets dans les gares, les postes ferment une par une pour être remplacées par des commerçants, sans compter la distribution du courrier qui n'est plus assurée tous les jours, explique Géraldine de l'Union locale de la CGT Chalon qui a coorganisé ce rendez-vous place de Beaune. Et n'allez pas dire que les fonctionnaires sont des nantis, cela fait longtemps que ce n'est plus le cas. D'ailleurs, ils n'ont plus la garantie de l'emploi non plus. Tout le service public se détériore en France. Il faut stopper l'hémorragie."

Laurence Casasreales, secrétaire générale des Mines énergies du département confirme ce sentiment d'abandon. "Aujourd'hui, quand un particulier se retrouve avec une panne d'électricité le vendredi soir, il n'est plus dépanné avant le lundi matin. On a d'un côté des entreprises qui font des milliards de bénéfices et de l'autre des usagers qui ne peuvent plus payer leur facture. Nous militons notamment pour une TVA à 5,5% pour l'énergie, ce qui allégerait la facture des usagers. Mais d'une manière générale, il faut un service public qui reste aux mains de l'état."

Ce village est installé place de Beaune jusqu'à 18 heures.

Plus d'informations sur le site de l'évènement : <https://www.fnme-cgt-tour2019.fr/etapes/c/0>





ACTION DU 7 JUIN 2019 : AUTUN



AUTUN

Une pétition pour défendre le service des finances publiques

Vu 273 fois | Le 07/06/2019 à 16:22 | mis à jour à 19:03 | Réagir



■ Vendredi matin, sur le marché autunois, des syndicalistes des finances publiques faisaient signer leur pétition. Photo JSL /MiG

Une intersyndicale des agents des finances publiques, regroupant des membres de la CGT, Solidaire, FO et CFDT, était présente sur le marché d'Autun ce vendredi matin. Pétition à la main, des agents des finances publiques expliquaient aux Autunois le devenir des services des impôts touchant les particuliers et les entreprises. « C'est pour préserver ces services que nous tractons et faisons signer la pétition », souligne avec ses collègues de FO, Solidaire, CFDT, Pierre Badey de la CGT finances publiques. Selon les syndicalistes, Autun devrait voir ces deux services être supprimés avant la fin 2022 [date butoir N.D.L.R.].

Des points contacts

Toujours selon l'intersyndicale, qui en milieu de matinée avait recueilli 150 signatures, « des points contacts » ou « maison des services » pourraient voir le jour et remplacer l'accueil existant. « Les personnes ont toujours besoin de nos explications qui peuvent être longues et spécifiques. Nous voulons conserver une proximité physique et non une accessibilité numérique », martèle d'une seule voix les membres présents de l'intersyndicale qui s'élèvent contre la « Déconcentration de proximité ».

CONFÉRENCE DE PRESSE



Conférence de presse 17 juin 2019

Communiqué de presse

Jeudi 6 juin, les services de Bercy de M Darmanin ont envoyé à l'ensemble des rédactions régionales et nationales les cartes 2019/2022 de la déconcentration de proximité avec un communiqué vantant l'augmentation « des points de contacts » de la DGFIP à l'horizon 2022.

En Saône et Loire, cette carte se traduit par :

- des suppressions des Services des Impôts des Particuliers à Autun, Charolles, Louhans, Montceau et implantation d'un SIP au Creusot concentrant les structures supprimées d'Autun et Montceau / Louhans est rattaché à Chalon / et Charolles à Paray ;
- des suppressions des Services des Impôts des Entreprises de Paray, Autun, Le Creusot, Charolles et Louhans et implantation à Montceau concentrant ces structures supprimées
- la disparition de 19 trésoreries (notamment Le Creusot, Montceau les Mines, Cluny, Cuisery, etc.) remplacées par des accueils de proximité.

La PROPAGANDE est évidente. Les cartes présentent une multiplicité d' « accueils de proximité » qui sont censés remplacer les trésoreries et les services fiscaux qui remplissaient un ensemble des missions dont celle essentielle de guichet de proximité ouvert à la population toute la semaine et libre d'accès. Ainsi, il est proposé un service au rabais autant aux citoyens qu'aux élus, qui seront reçus dans des conditions dégradées et incertaines. Les élus, jusqu'ici accompagnés par un interlocuteur unique, comptable et responsable, seront demain confrontés à des « conseillers de clientèle » qui assureront un service financier aussi périodique qu'incertain.

Derrière cette carte se cache la **DESTRUCTION** du maillage territorial actuel de la DGFIP qui permet un accueil généraliste tout au long de la semaine. En effet, le plan prévoit la suppression de 75 % des trésoreries ainsi que des fusions de services des impôts des particuliers et des entreprises.

L'Intersyndicale DGFIP 71 ne cautionnera et n'accompagnera jamais des projets qui pourraient mettre à mal notre administration et qui n'ont pour but final que la suppression massive d'emplois.

Nos propositions :

- **Une réelle concertation qui prend en compte la vie et l'avis des citoyens et des agents.** La carte diffusée crée des vides, des déserts administratifs, qui renforcent le sentiment d'abandon (qui s'est fait criant à travers le mouvement des gilets jaunes par exemple). Elle concrétise ainsi un service public à 2 vitesses :
 - avec un accueil au rabais sur des points de contact ponctuels et temporaires ;
 - et un accès dématérialisé, numérique.
- **Un service public des finances doté de moyens humains et budgétaires pour contribuer au rétablissement des finances publiques**, cœur même de nos missions. Les élus locaux doivent continuer à être accompagnés par des comptables responsables.
- **Maintien de l'existant avec augmentations des moyens pour faire vivre les points d'accueil :** ainsi réponse aux besoins des citoyens. A ce jour, nous n'avons aucune information sur les suppressions d'emplois.



SAÔNE-ET-LOIRE Services publics

Finances publiques réorganisées : « De la poudre aux yeux »

Après l'annonce de Bercy, le 6 juin, concernant la réorganisation des centres de finances publiques, l'intersyndicale montre au créneau et dénonce la mort programmée de ce service public.

« Les trésoreries et les services fiscaux remplissaient un ensemble des missions, dont celle, essentielle, de guichet de proximité ouvert à la population toute la semaine et libre d'accès », rappelle Pierre Badey (CGT) au nom de l'intersyndicale des finances publiques de Saône-et-Loire (Solidaires, CGT, FO, CFDT).

Aussi les syndicalistes voient-ils rouge après l'annonce de Bercy (lire par ailleurs) de remplacer 19 d'entre elles par 47 points d'accueil de proximité.

« Un service au rabais autant pour les citoyens que les élus »

« Non seulement l'État se décharge financièrement sur les collectivités qui devront les accueillir, mais c'est purement et simplement de la propagande », estiment-ils. L'intersyndicale ajoute qu'« il s'agit d'un service au rabais autant pour les citoyens que les élus, qui seront reçus dans des conditions dégradées et incertaines. Les élus, jusqu'ici accompagnés par un in-



Si le centre des impôts de Montceau est appelé à conserver le service des impôts des entreprises, celui des particuliers va être supprimé, tout comme la trésorerie principale. Photo JSJ/Camille ROUX

terlocuteur unique, comptable et responsable, seront demain confrontés à des « conseillers de clientèle » qui assureront un service financier aussi périodique qu'incertain. » L'intersyndicale craint que ces points d'accueil ne soient ouverts que sur rendez-vous et qu'à court terme, ils disparaissent tout bonnement, citant les cas de Mervans et de Saint-Bonnet-de-Joux. « Aucun volume d'emplois n'a été dédié à ces points d'accueil », argumente-t-elle.

740

Le nombre actuel d'agents des finances publiques sur l'ensemble de la Saône-et-Loire, soit 140 de moins par rapport à 2012.

Cette réorganisation est, selon elle, « la destruction de 75 % du maillage territorial actuel de la Direction générale des finances publiques (DGFIP) ». Aussi l'intersyndicale milite-t-elle pour une réelle concertation, forte d'une pétition de terrain qui a récolté quelque 2 300 signatures en Saône-et-Loire. Elle revendique « des moyens humains et financiers mais aussi le maintien de l'existant avec davantage de moyens ».

Catherine ZAHRA

La réorganisation de Bercy d'ici 2022

Judi 6 juin, les services du ministre de l'Action et des Comptes publics Gérard Darmanin ont annoncé la réorganisation des services des finances publiques.

En Saône-et-Loire, il a été décidé :

- La création de 47 points d'accueil de proximité visant à se remplacer la disparition de 19 trésoreries (notamment Le Creusot, Montceau-les-Mines, Cluny, Cuisery, etc.)

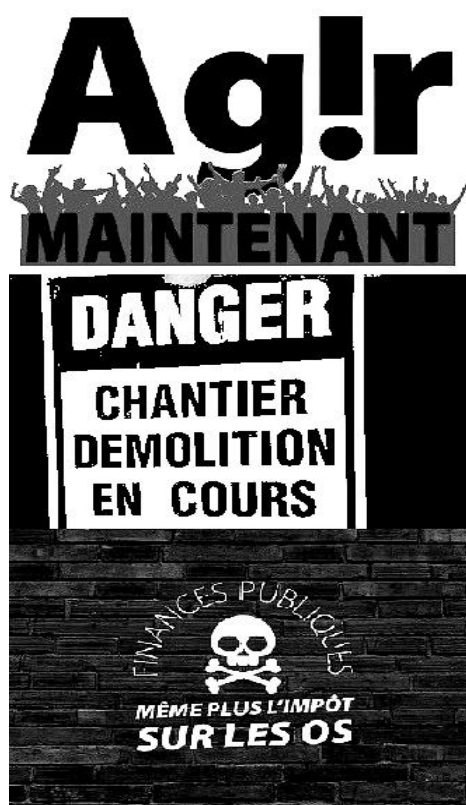
- Les suppressions des services des impôts des particuliers (SIP) à Autun, Charolles, Louhans, Paray-le-Monial, Montceau et l'implantation d'un SIP au Creusot concentrant ces structures supprimées ;

- Les suppressions des Services des impôts des entreprises de Paray-le-Monial, Autun, Le Creusot, Charolles et Louhans et une implantation à Montceau concentrant ces structures supprimées.



**PETITIONS DGFIP 71 EN COLERE =
2352 SIGNATURES !**

**AGENTS, CITOYENS, ELUS
TOUS CONCERNES PAR LA DESTRUCTION
DU RESEAU DES FINANCES PUBLIQUES**





Monsieur le Maire,

Le projet de réorganisation du réseau de la DGFIP a été rendu public pour le département par un article de presse en date du 3 juin.

Avant cette date nous avons fait part de nos craintes notamment aux présidents des grandes associations d'élus locaux qui sont restés très attentifs au déroulement de l'élaboration du projet.

Nos craintes se sont vérifiées et le projet va même plus loin qu'une simple réorganisation de réseau. C'est une véritable remise en cause de principes fondamentaux qui régissent aujourd'hui les relations élus – comptables publics et les relations usager-services des finances publiques.

Sous couvert d'une réorganisation des services, c'est l'ensemble de la chaîne de la dépense, de la recette et du conseil en matière de gestion financière des collectivités locales qui est remise en cause et le lien entre les usagers et leurs services fiscaux qui est visé.

Le comptable responsable personnellement et pécuniairement ne sera plus votre interlocuteur mais un gestionnaire de site industrialisant la prise en charge de vos dépenses et recettes et la tenue des comptabilités des collectivités.

Un interlocuteur sera chargé sur un périmètre donné de « faire du conseil » aux collectivités et d'intervenir à des moments clés de la vie financière des collectivités, budget, compte de gestion, conseil sur la fiscalité directe locale, élaboration de plan de financement d'un projet. Il sera interlocuteur de proximité et vous assistera dans la réflexion financière autour d'un projet, mais sa réalisation sera mise en œuvre par le chef du service de gestion comptable qui lui portera la responsabilité.

La question de son lieu d'installation est encore entière et emporte également des conséquences qui ne sont pas neutres.

Concernant la création de points de contact ou le maintien de point de contact en lieu et place des anciennes trésoreries : la relation usagers / services finances publiques va également être transformée par cette nouvelle organisation. D'abord le caractère pérenne de ses points de contact n'est pas assuré, et le fait qu'un accueil physique, s'il est assuré, se fera sur des plages horaires très restreintes.

La possibilité pour un usager d'être accueilli sur les points de contact ouvert uniquement sur rendez vous est sérieusement envisagée de même que la possibilité que la mission de service fiscal ne soit plus assurée par un agent de la DGFIP.

Les services en ligne sont une forme de réponse pertinente à certains besoins de la population mais peuvent-ils devenir le mode de gestion unique des relations usagers – service public des finances ? C'est ce à quoi aboutira la mise en œuvre du projet de réorganisation du réseau.

Ce projet ne s'accompagne en outre d'aucune étude sur l'impact en termes de dépenses publiques de la réorganisation, ni sur l'existence d'une efficacité voire d'une efficience plus importante pour nos services et pour les usagers.

La période de concertation s'est ouverte avec la rencontre d'un ensemble d'élus par la Direction départementale le 14 juin.

Vous avez la possibilité de vous opposer à cette opération de démantèlement, qui n'aura aucun impact positif pour les usagers personnes physiques, pour les entreprises ou pour les services financiers des collectivités, pour la réalisation de nos missions, et qui dégradera les conditions de travail des agents.

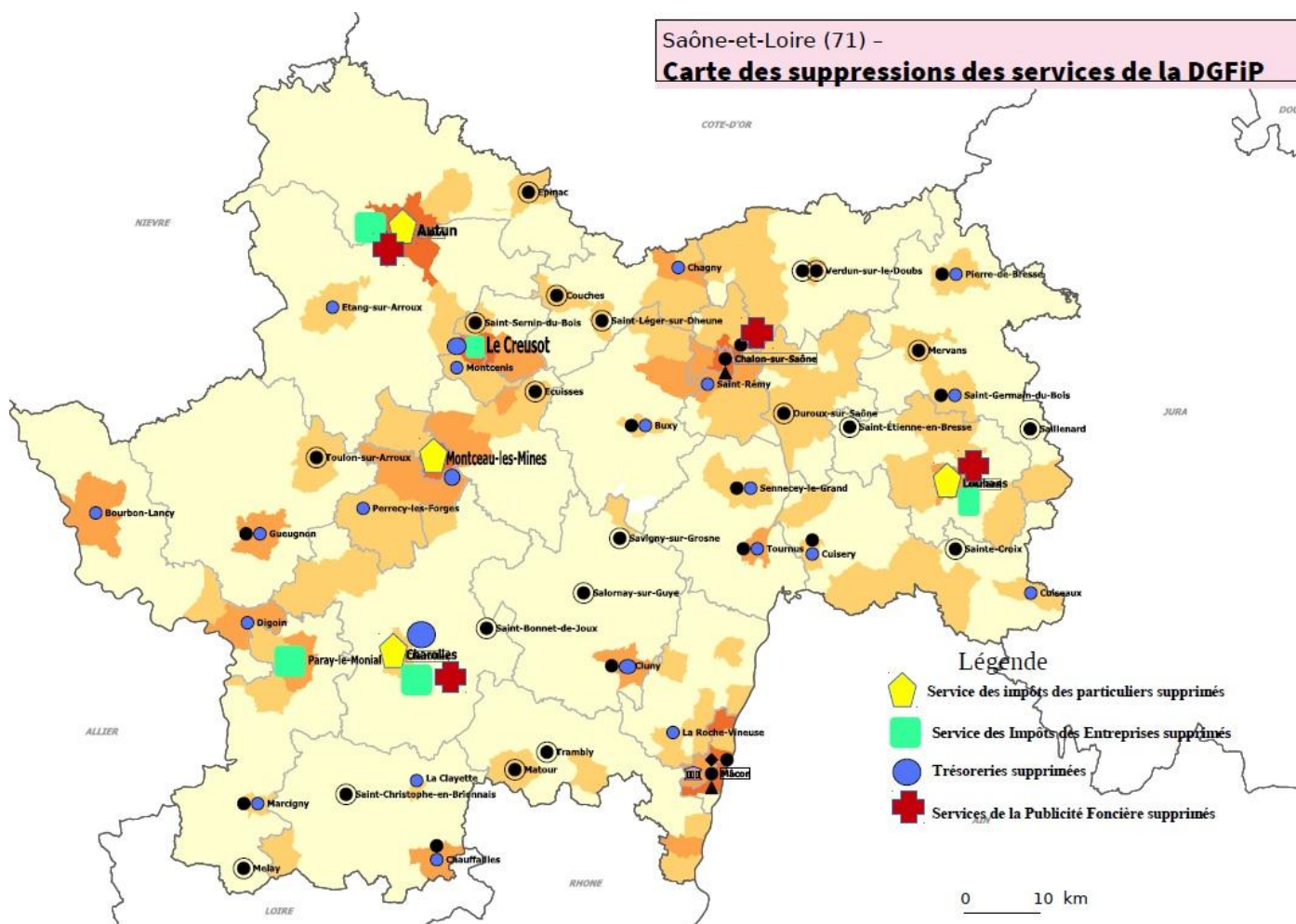
Une motion de principe s'opposant au démantèlement des services est une forme de contestation qui a été adoptée par de nombreuses collectivités au niveau national et qui peut être un signal fort.

La période de concertation sera, pour vous, l'occasion de marquer votre désaccord sur le projet et de demander le maintien d'une structure de gestion de la fiscalité des entreprises, des particuliers et d'une structure de gestion financière des collectivités locales doté d'un comptable public.

Nous restons à votre disposition en tant que de besoin et vous remercions pour votre implication dans la défense des services publics et pour un égal accès de tous, citoyens et élus, à un service public de qualité.

L'intersyndicale DGFIP71

...ET PUBLIE SA CARTE DES SUPPRESSIONS DE SERVICES !



LE 1^{ER} JUILLET 2019, L'INTERSYNDICALE EST PRÉSENTE SUR TOUS LES CENTRES DU DÉPARTEMENT LORS DE HMI !



LE 2 JUILLET 2019 : RENCONTRE AVEC LE MAIRE D'AUTUN

L'accueil de qualité selon Darmanin ! 🇫🇷



10 JUILLET 2019 : ACTION CHAROLLES

L'Intersyndicale DGFIP 71 était à Charolles pour une journée d'action et d'information auprès des citoyens. La pétition, relayée par nos militants et syndiqués, a reçu un très bon accueil et continuera de "vivre" dans le "bassin de vie" charollais. Nous avons rencontré les élus et notamment le maire de Charolles sur le marché de Charolles ainsi que la presse. Afin d'avertir les citoyens des conséquences néfastes du projet "Réseau 2022", l'Intersyndicale DGFIP 71 a rédigé des tracts spécifiques à chaque site dont vous trouverez ici un exemple.



11 JUILLET 2019 : ACTION LE CREUSOT

✂ Le 11 juillet 2019, l'Intersyndicale DGFIP 71 était au Creusot, devant le Château de la Verrerie, pour une action tracts-pétitions à destination des citoyens mais aussi des élus qui étaient conviés à la réunion de présentation du réseau 2022 par la DDFIP 71. La presse est venue à notre rencontre à cette occasion. ✂ Un tract spécifique au "bassin de vie" a été rédigé et distribué.



Actus, Infos, News... parlons du chalonnais et de Chalon !

Vous êtes ici : [À la une](#) » [entre nous](#) » [Chalon INFOS](#)

Tour de France : Des échos....Des échos...

13 juil 2019 - Daniel DERIOT

LES PERSONNELS DES FINANCES DÉPLOIENT UNE BANDEROLE

Quelques minutes avant le passage du tour de France, devant l'hôtel des impôts, Avenue Pierre Nugue, une banderole a été déployée sur la façade du bâtiment afin d'exprimer la colère des personnels mobilisés depuis plusieurs semaines déjà.



PÉTITION INTERSYNDICALE DGFIP 71 :

2 487 signatures POUR ÉVITER ça !
CONTINUONS À LA FAIRE SIGNER ! ☠️



18 JUILLET 2019 : RENCONTRE AVEC MME LA DÉPUTÉE CECILE UNTERMAIER

...ET LE 19 JUILLET AVEC M. LE DÉPUTÉ REBEYROTTÉ !

lejournal
DE SAÛNE-ET-LOIRE

EDITION BRESSE



EDITION ABONNÉ

BRESSE | SERVICES PUBLICS

Services fiscaux : la députée monte au créneau

Alors qu'un projet du Gouvernement prévoit une diminution importante de la présence des services fiscaux, la députée Cécile Untermaier a alerté le ministre de l'Action et des Comptes publics.

BANDEROLES D'ICI ET LÀ-BAS !



FINANCES PUBLIQUES
MÊME PLUS L'IMPÔT
SUR LES OS

DARMANIN

M.F.S , on les met où ?

Tous ensemble, au même moment, pour gagner !

La publication, encore incomplète, des cartographies revisitées a suscité de très nombreuses réactions de la part des personnels. Les mobilisations de toute nature se succèdent et réunissent de plus en plus d'agents.

Les pouvoirs publics veulent se débarrasser massivement de fonctionnaires, notamment à la DGFIP

C'est devenu une obsession qui ne s'arrête pas à la seule géographie revisitée.

La contre-offensive des agents, avec le soutien de leurs organisations syndicales Solidaires, CGT, FO et CFDT de la DGFIP, en termes de communication et d'actions, y compris par la grève, génère ses premiers effets.

L'alerte doit continuer et se développer, **sur tous les fronts et en tout lieu**, y compris pendant la période estivale, **en direction du public, des élu.e.s locaux, de la presse, des collègues.**

Il est essentiel de poursuivre collectivement notre tâche de déconstruction et de dénonciation de la grande supercherie que constitue la géographie revisitée.

TOUS NOS COLLÈGUES doivent mesurer l'impérative nécessité de son abandon.

TOUS doivent mesurer que, géographie revisitée ou pas, ils sont ou seront aussi concernés par tous les autres changements en cours ou à venir.

TOUS doivent comprendre que nous sommes face à une attaque globale dont la géographie revisitée fait partie et qui sera assortie de mobilités fonctionnelles et géographiques forcées.

Poursuivons par ailleurs nos opérations de mise en visibilité, avec tous les matériels et les moyens possibles et imaginables.

L'administration tente par tous les moyens d'enrayer un mouvement qui prend un caractère par moment inédit et entrave sa communication. C'est donc que nous sommes sur la bonne piste !

MAIS SOYONS CLAIRS : si nous voulons faire capoter le projet de géographie revisitée pour ouvrir une phase de véritables négociations sur l'avenir de la DGFIP, celui de ses personnels, pour faire aboutir vos revendications, **il va falloir faire monter d'un cran dans le rapport de forces** et s'engager résolument et avec détermination, **tous ensemble et dans le même tempo, dans une mobilisation d'ampleur inscrite dans la durée.**

L'intersyndicale DGFIP Solidaires, CGT, FO et CFDT appelle d'ores-et-déjà les personnels à poursuivre la dynamique pour créer les conditions d'une mobilisation massive et nationale !

Ainsi, le 16 septembre 2019, l'intersyndicale DGFIP appellera à une journée nationale de grève et à la tenue, partout, d'assemblées générales qui décideront des suites à lui donner.

Dès maintenant, partout et par tous les moyens et à partir du 16 septembre tous ensemble, dans la grève et dans toutes les formes qui seront décidées collectivement, amplifions la mobilisation pour gagner l'abandon de la géographie revisitée et la satisfaction de nos revendications !

Paris le 12/07/2019

Solidaires
Finances
Publiques

la
cgt
Finances
Publiques

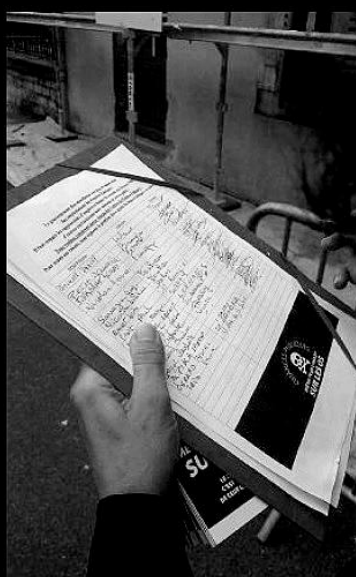
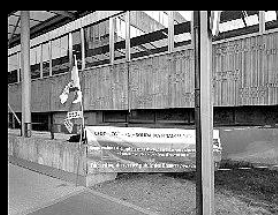
FO
DGFIP

Cfdt:
FINANCES
PUBLIQUES

ÉTÉ 2019 : PÉTITIONS SUR TOUT LE DÉPARTEMENT !



3 065 CITOYENS DE SAÔNE ET LOIRE ONT SIGNÉ LA PÉTITION DE L'INTERSYNDICALE DGFIP 71 CONTRE LES PROJETS DE FERMETURES DES CENTRES DE LA DGFIP 71 !



**PLAN DARMANIN
Destruction des
Finances Publiques**

***c'est NON !*
RETRAIT IMMÉDIAT**

ARTICLE DU JSL DU 29 août 2019

lejournal

LOUHANS

BRESSE | FONCTION PUBLIQUE

Bresse: peu de fonctionnaires, et ça ne devrait pas s'arranger

Le nombre de fonctionnaires en Bresse est le plus bas du département, avec moins de cinq emplois publics pour 100 habitants. Une spécificité locale vivement critiquée.

Vu 3330 fois | Le 29/08/2019 à 19:30 | mis à jour le 30/08/2019 à 15:36 | Réagir (?)



En Bresse, on compte moins de cinq fonctionnaires pour 100 habitants. C'est ce que révélait, début août, une étude réalisée par France stratégie (organisme d'étude affilié à Matignon), détaillant la répartition territoriale des emplois de fonctionnaires (voir notre édition du 7 août).

Moins de 5 fonctionnaires pour 100 habitants

Si la France affiche ainsi un ratio de 8,8 fonctionnaires pour 100 habitants, la Bresse est la plus mal lotie du département, puisque le secteur de Louhans ne peut compter précisément que sur 4,6 emplois publics pour 100 habitants. Louis Sénéchaut, un des initiateurs du collectif bressan de défense des services publics, lancé en février dernier sous le nom de « Vive les services publics ! », constate que ces deniers « diminuent en Bresse. On a vu la fermeture du tribunal à Louhans, la fermeture de bureaux de poste un peu partout en Bresse, la fermeture de quatre trésoreries prochainement. C'est un fait : il y a un retrait des services publics de l'État dans les zones rurales depuis une quinzaine d'années, et ça s'accélère depuis cinq ans ».

Les écoles, elles aussi, sont en ligne de mire. À la rentrée 2019, la Bresse va voir la suppression de cinq postes d'enseignants à Simard, Bosjean, Saint-Étienne-en-Bresse, au sein du RPI La Chapelle-Thècle/Ménetreuil et du RPI Torpes/Mouthier/Bellevesvre/Beauvernois.

« On veut que ça meure »

Alain Chaillet, maire de la Chapelle-Thècle, explique : « On perd 14 enfants à la rentrée. C'est navrant. On préfère mettre les moyens dans les grandes villes que dans les petits villages et les petits commerces. Le PLU [plan local d'urbanisme, NDLR] intercommunal en prévision sur la Chapelle m'accorderait, a priori, 0,4 ha, ce qui représente environ quatre maisons pour 20 ans sur le village, ce n'est rien du tout. Le problème est que s'il n'y a plus d'habitants dans ma commune [qui en compte à ce jour 466, NDLR], un jour, il n'y aura peut-être plus d'école. Je crois qu'on veut que ça meure. L'administration et l'État nous coupent l'herbe sous le pied alors que nos enfants c'est l'avenir », alerte le maire, qui ne sait pas s'il se représentera pour briguer un second mandat l'année prochaine.

« Ces retraits seront néanmoins compensés par trois attributions d'emplois à Saint-Germain-du-Bois, Ouroux-sur-Saône [situé en Bresse chalonnaise, NDLR] et Romenay », assure quant à elle, l'Education nationale.

« Les trésoreries ont du travail »

Du côté de la restructuration de la direction générale des finances publiques (DGFiP), une réforme devrait engendrer la suppression de quatre trésoreries en Bresse à Cuiseaux, Cuisery, Saint-Germain-du-Bois et Pierre-de-Bresse, à l'horizon 2022 (voir l'édition Bresse du 17 juillet).

À Louhans, les services des impôts aux particuliers et celui des impôts aux entreprises seront transférés à Chalon. Il ne restera sur place que le service de gestion comptable, qui s'occupe des comptes des collectivités. En contrepartie, la direction des finances publiques annonce le déploiement « d'accueils de proximité ».

Thomas Gilles, inspecteur des finances à Louhans, qui s'exprime au nom de l'intersyndicale DGFiP71, remet en cause ces choix : « Nous sommes consternés. Depuis une vingtaine d'années, on a déjà observé une diminution importante et régulière des effectifs. Les trésoreries ferment alors qu'elles ont du travail. C'est aberrant ! ».

D'après lui, ces fermetures vont influencer sur la qualité des services rendus aux usagers : « Ils se déplacent toujours malgré internet parce qu'ils veulent des interlocuteurs en face d'eux et les outils informatiques ne sont pas forcément maîtrisés par tous ». Louis Sénéchaut de compléter : « On trouve actuellement des gens formés et compétents dans les trésoreries. Avec ces fermetures et le développement de ces « accueils de proximité », on ne sait même pas qui va intervenir... Ces permanences seront-elles pérennes ? On ne le sait pas non plus ».

Andy MILLET

**DES MUNICIPALITÉS NOUS ONT COMMUNIQUÉ LEUR DÉLIBÉRATION EN FAVEUR DU
MAINTIEN DU RÉSEAU DES FINANCES PUBLIQUES**



*Ces municipalités ont rendu une délibération contre le
démantèlement des services publics en milieu rural et
demandent le maintien des trésoreries de proximité
avec le plein exercice de leurs compétences actuelles*

CHALMOUX

CLUNY

CONDAL

EPERTULLY

ETANG SUR ARROUX

FRANGY EN BRESSE

GENOUILLY

LE MIROIR

PERRIGNY SUR LOIRE

SAINT MARTIN EN BRESSE

SAINT MARTIN LA PATROUILLE

VINCELLES

PALINGES

**COMMUNIQUEZ-NOUS
VOS DÉLIBÉRATIONS !**

MERCI A ELLES : ENSEMBLE, PLUS FORTS !

**LE 3 SEPTEMBRE 2019, Mâcon : L'Intersyndicale DGFIP 71 DE PROXIMITÉ PRATIQUE
L'accueil revisité DES NOUVEAUX ARRIVANTS...ET ÉLARGIT L'INTERSYNDICALE !**



FINANCES PUBLIQUES

**MÊME PLUS L'IMPÔT
SUR LES OS**



**EN Saône Et LOIRE, LE 16 SEPTEMBRE 2019
FRAPPONS UN GRAND COUP CONTRE LE PROJET
DE LA DGFIP 71 !**



RETRAIT DU PLAN DARMANIN



**TOUS ET TOUTES
EN GRÈVE !**
PUIS DANS LES AG



**MÊME PLUS L'IMPÔT
SUR LES OS**



**AGENTS DE SAÔNE ET LOIRE,
LE 16 SEPTEMBRE 2019**



**FRAPPONS
UN GRAND COUP !**

**TOUS EN GRÈVE ET MOBILISÉS
AFIN DE FAIRE BARRAGE AUX
CASSEURS DU RÉSEAU DES FINANCES !**



**L'INTERSYNDICALE DGFIP 71 VOUS INVITE À SORTIR VOS
BANDEROLES ET À REJOINDRE LE RASSEMBLEMENT À
PARTIR DE 10H DEVANT LE CENTRE DES FINANCES DE CHALON**

AUTUN : ACTION DU 13 SEPTEMBRE 2019



Impôts : « C'est à nouveau un service de proximité qui disparaît »

Vendredi, une vingtaine d'agents des Finances publiques a manifesté son mécontentement à Autun. Après une réunion intersyndicale, ils ont arpenté le marché pour obtenir des signatures contre la réorganisation des Finances publiques. Leur centre devrait devenir un point d'accueil de proximité.

« Ce que nous voulons mettre en avant, assurent les responsables de l'intersyndicale des Finances publiques d'Autun, c'est le décalage entre le discours du gouvernement et la réalité sur le terrain. Si les Finances publiques disparaissent du territoire, on casse les liens avec les citoyens. Comment peut-on à la fois retirer les services et assurer qu'ils seront de meilleure qualité ? C'est illusoire de penser que l'on fera mieux avec rien. »

Entre 25 et 45 km pour trouver un nouveau service

En colère contre le projet de réorganisation des Finances publiques, les agents se sont mobilisés sur leur temps de pause, aux alentours de midi vendredi. « Ce n'est pas dans notre culture, à Autun, de manifester, assure les employés, handerolés aux poings. Mais cette fois, nous devons nous défendre. Les services pour les particuliers et les entreprises sont menacés de fermeture à Autun. Il faudra se rendre au Creusot ou à Montceau-les-Mines. Cela représente entre 25 et 45 km pour nos citoyens. »

Sur le marché, les agents sont allés à la pêche aux signatures pour une pétition contre ce nouveau projet de réseau de proximité. « Nous avons été très bien accueillis par la popu-



La moitié des agents des Finances publiques d'Autun ont manifesté ce vendredi 13 septembre, contre le projet de nouveau réseau de proximité de la direction générale des Finances publiques, porté par le ministre Gérard Darmanin. Photo ISJAlice EMORINE

lation, assure Pierre Badey, membre de l'intersyndicale. Les Autunois sont à nos côtés. On voudrait nous faire croire que tout doit passer par internet et que cela se passera très bien. C'est faux. Nous avons déjà récolté 3 109 signatures sur le département et ce n'est que le début. »

Un point d'accueil proximité

Dans la proposition du ministre, il est prévu de compenser le départ des Finances publiques par des points d'accueil de proximité. « Ces espaces ne seront pas ouverts souvent, pour suivre les représentants syndicaux, et seront assurés par des personnes pas toujours spécialisées. Le système d'imposition évolue en permanence. On le voit avec les prélèvements à la source cette année. Les questions affluent. Dans ces points de proximité, il n'est pas garanti que le citoyen ait une réponse et surtout, rien ne pourra

être fait sur place en direct. »

Des suppressions de postes

Si les contribuables doivent faire des kilomètres pour trouver un interlocuteur, les employés des services publics seront eux, mutés vers d'autres points. « Il faudra s'y rendre ou changer de travail, exprime

une agente en colère. L'une de nos collègues à Pierre-de-Bresse doit se rendre à Mâcon chaque jour. C'est une façon de supprimer des emplois. »

Comme la trésorerie d'Autun, il est envisagé que la trésorerie d'Étang-sur-Arroux ferme ses portes.

Alice EMORINE

NOTE Les agents autunois seront en grève lundi 16 septembre, pour répondre à l'appel national. Ils se rendront à Chalon-sur-Saône pour manifester avec leurs collègues de Saône-et-Loire, dès 10 heures, devant le centre des Finances publiques, 11 avenue Pierre-Nugues.

« Il est inexact d'affirmer que la relation humaine va disparaître »

Le 9 août 2019, la directrice départementale des Finances publiques rappelait dans un communiqué que l'objectif de la réforme des réseaux de la DGFIP soumis à concertation jusqu'en octobre est double : une concentration et une spécialisation des services afin d'améliorer leur efficacité et le maintien de la présence de la DGFIP dans les territoires avec la création de « conseillers aux décideurs locaux » pour les élus et d'accueils de proximité pour les usagers, en lien avec les maires et les Maisons de services au public.

Dans l'Autunois, le projet soumis à concertation des élus et des agents, déconnecté d'éventuelles suppressions d'emplois qui seraient votés dans le cadre des projets de lois de finances, prévoit, à échéance 2022, une présence des services des Finances publiques sur l'ensemble du territoire, réparti comme suit :

- « Un service de gestion comptable qui regrouperait les trésoreries d'Autun, Étang-sur-Arroux, Creusot, Montceau, Montceau et Perreux et disposerait d'un accueil pour les contribuables ;
- « Une présence à Étang-sur-Arroux dont la fermeture de la trésorerie, actuellement constituée de deux emplois, est proposée ;
- « Une présence à Épinac, commune où la DGFIP n'est actuellement pas implantée ;
- « La création d'un conseiller aux décideurs locaux, dédié aux conseils aux communes du ressort : trésoreries d'Autun et d'Étang-sur-Arroux et à la Communauté de communes du Grand Autunois-Nivernais.

Il est donc inexact d'affirmer que « la relation humaine va disparaître » et qu'un « service de proximité disparaît ». Un accueil physique sera ouvert aux administrés au centre des finances publiques d'Autun. De plus, une présence de la DGFIP est également prévue à Étang-sur-Arroux et Épinac afin de maintenir un service dans des communes plus rurales sous la forme d'un accueil physique de proximité destiné aux administrés. Les collectivités locales bénéficieront des services d'un conseiller aux décideurs locaux par EPCI et dont le périmètre d'action couvrira toutes les collectivités locales du périmètre de l'EPCI. Enfin, la directrice départementale rappelle qu'en Saône-et-Loire, les services des finances publiques actuellement présents au sein de 28 communes. En 2022, le projet prévoit une présence des services DGFIP dans 47 communes. »

« Comment peut-on à la fois retirer les services et assurer qu'ils seront de meilleure qualité ? »

Pierre Badey, Intersyndicale DGFIP 71



OUI AU RÉSEAU DGFIP DE PROXIMITÉ

TRÉSORERIE

MAINTIEN DES SERVICES DES FINANCES PUBLIQUES

FINANCES PUBLIQUES

MÊME PLUS L'IMPÔT SUR LES OS

MAINTIEN DES SERVICES DES FINANCES PUBLIQUES

OUI AU RÉSEAU DGFIP DE PROXIMITÉ

IMPÔTS

MAINTIEN DES SERVICES DES FINANCES PUBLIQUES

POLITIQUE Communautés de communes

Les élus bressans font front commun contre la suppression des trésoreries

Le chantier de réorganisation de l'administration fiscale se poursuit au niveau du gouvernement. Cette semaine, les présidents des communautés de communes bressanes ont envoyé un courrier commun pour dénoncer cette décision.

Les quatre présidents des communautés de communes bressanes ont tous signé. Ils s'opposent au projet de réforme de l'administration fiscale initié par le gouvernement.

En Bresse, la nouvelle carte annonce un transfert d'ici 2022 des services des impôts de Louhans vers Chalon et la fermeture de quatre trésoreries existantes au profit de points d'accueil dans plusieurs villages.

Les élus évoquent la disparition de 20 à 30 postes, 14 pour le seul centre de Louhans, et des services moindres aux particuliers et aux collectivités. Et ce, alors que la population du secteur est en constante hausse.

Bresse Revermont 71

Didier Fichet, président de la communauté de communes,

explique : « La disparition des trésoreries publiques va nous éloigner de nos interlocuteurs. Nous, les collectivités, travaillons avec les trésoriers au quotidien. Et beaucoup de particuliers réclament encore des renseignements. C'est très incohérent avec l'aménagement du territoire que l'on souhaite avec moins de trajets. On ne comprend pas pourquoi on détruit un système qui fonctionne très bien. On est tous en accord avec ça »

Terres de Bresse

Cédric Dauge : « On a fait ce courrier pour bien montrer l'étendue du problème posé par ces suppressions de postes. Sur le terrain, cela va amener des blocages avec ceux qui ont des difficultés avec le paiement en ligne notamment. Il y aura beaucoup moins de contacts entre les agents et les utilisateurs. Dans les hautes sphères du Ministère, ils appliquent la réforme territoriale sans se soucier des réalités spécifiques du terrain. On espère préserver ces emplois dans nos communes mais on craint fortement que ça ne débouche sur rien. »



Quatorze emplois sont menacés dans le seul centre de Louhans.

Bresse nord intercom'

Jacques Guillon : « Pour moi, c'est fait, je me demande si on a encore quelque chose à dire. On agit par solidarité, mais il est déjà trop tard. C'est le législateur qui est responsable, l'assemblée nationale, les députés. À Pierre, on devrait être tranquille cette fois car on nous a ramené Verdun-sur-le-Doubs et St-Martin-en-Bresse. Mais en même temps, on ne peut plus

rien faire dans les trésoreries, il faut aller à Louhans. Ça finira sûrement à la charge des communes. On cherche à nous décourager. »

Bresse louchannaise intercom

Anthony Vadot : « Depuis plusieurs mois, nous connaissons des difficultés avec les trésoreries du fait de l'État. Nous payons en temps et en heure les entreprises

que nous faisons travailler mais elles ne sont souvent réellement payées que bien plus tard. Le peu de service qu'on trouve en Bresse sera dans un premier temps rebasculé à Louhans. Il restera à minima un service ici, le reste sera à Chalon. Cela pose aussi le problème des régisseurs de recettes qui vont devoir se balader avec de l'argent public. Ce n'est pas leur rôle.

POLITIQUE Députée

Cécile Untermaier veut sauver les services publics

Cécile Untermaier, la députée de la 4^e circonscription de Saône-et-Loire a fait sa rentrée à l'Assemblée nationale. Elle en a profité pour annoncer ses priorités, à commencer par la défense des services publics qui ne cessent de se réduire sur le territoire.

À peine sortie de la Fête de la Rose, la députée Cécile Untermaier a souhaité montrer qu'elle compte bien se battre pour que les Bressans gardent des services publics de proximité. En cette rentrée, elle est notamment revenue sur son intention de développer la démocratie participative. Quant au projet de parc naturel régional de Bresse, les discussions progressent.

Services publics

Rien qu'à Louhans, quatorze postes de fonctionnaires de trésorerie publique sont menacés, en raison de la réforme territoriale qui prévoit de fermer quatre trésoreries en Bresse.

La députée affirme qu'elle portera le dossier à l'Assemblée nationale pour retrouver



Cécile Untermaier, la députée de la 4^e circonscription du département a fait sa rentrée. Photo Hugo Simard

un nombre de postes, qui « permette d'exercer normalement et d'orienter les usagers. On demande des agents ultra-polyvalents mais cela se fait au détriment de la qualité du service proposé », regrette Cécile Untermaier. La députée compte enclencher plus de formations pour mieux accueillir le

public. « On doit rendre attractifs ces postes si on souhaite attirer des jeunes et garder la vitalité de nos communes. »

Moins d'argent pour les associations

Autre coup dur pour cette dernière concernant la vie citoyenne, depuis la suppression

de la réserve parlementaire, cette année une enveloppe de 27 500 € a été partagée entre une quinzaine d'associations au lieu de 84 000 € auparavant pour une vingtaine d'associations. L'élu estime qu'un jury citoyen qui déciderait de l'attribution de ces fonds pourrait apporter plus de transparence.

Démocratie participative

Cécile Untermaier souhaite redonner une vitalité à la démocratie participative des citoyens.

« Il n'y a pas que les élections dans une démocratie. On a besoin que tout le monde puisse proposer des solutions qui soient appliquées tout au long des mandats. » Dans ce cadre, un atelier législatif citoyen se tiendra le 16 septembre à Sennecey-le-Grand.

Un parc naturel régional en 2025 ?

Concernant le projet de Parc

naturel régional en Bresse, le sujet est longuement débattu depuis 2018. La députée souhaite que le dossier avance malgré certaines contraintes et inquiétudes d'élus concernant l'étendue de la zone à couvrir. Ce projet pourrait voir le jour en 2025. En attendant, une association des Amis du parc va être lancée en octobre pour

délivrer des informations. Actuellement, la France compte 54 parcs régionaux.

Écologie

La députée est revenue aussi sur les arrêtés anti-pesticides que souhaitent mettre en place certains maires. « C'est compliqué de s'opposer aussi frontalement dans le cadre législatif mais je soutiens l'initiative. Il faut qu'on avance véritablement dans ce dossier en concertation avec les agriculteurs pour trouver la meilleure agriculture pour l'avenir. »

Hugo Simard

Journée de Mobilisation du 16 septembre 2019



Compte rendu de la grève du : 16/09/2019

Grève du 16 septembre 2019

lundi 16 septembre 2019 12h02

Code Direction : 710

Direction : DIR DEPT FINANCES PUBLIQUES DE LA SAONE-ET-LOIRE

Motif : Contre la géographie revisitée et les autres réformes impactant la DGFIP.
Contre la modification des conditions d'exercice des missions, leur transfert voire leur abandon.
Contre les mobilités fonctionnelles et géographiques forcées ainsi que la remise en cause de l'avenir professionnel et personnel de chacun.

Organisations syndicales : L'intersyndicale (Solidaires, CGT, FO, CFDT, CFTC)

	Catégorie A+ (1) Cadres supérieurs			Catégorie A (inspecteurs seulement)			Catégorie B			Catégorie C			Totaux		
	Agents devant être présents	Nombre de grévistes	%	Agents devant être présents	Nombre de grévistes	%	Agents devant être présents	Nombre de grévistes	%	Agents devant être présents	Nombre de grévistes	%	Agents devant être présents	Nombre de grévistes	%
Direction	13	1	7,69	37	8	21,62	43	15	34,88	44	9	20,45	137	33	24,09
SIP-CDI-CDIF	3	2	66,67	6	2	33,33	36	24	66,67	38	20	52,63	83	48	57,83
SIE, SIP-SIE et PRS	6		0,00	9	4	44,44	69	48	69,57	49	36	73,47	133	88	66,17
Trésoreries	23	13	56,52	16	7	43,75	80	44	55,00	56	22	39,29	175	86	49,14
Brigades, BCR, PCE, PCRP, ICE	5		0,00	27	11	40,74	14	11	78,57				46	22	47,83
Services de Publicité Foncière	1		0,00	1	1	100,00	20	10	50,00	11	7	63,64	33	18	54,55
ESI															
CPS - CIS - CC															
TOTAL	51	16	31,37	96	33	34,38	262	152	58,02	198	94	47,47	607	295	48,60

(1) La catégorie A+ supérieurs s'entend à partir du grade d'Inspecteur divisionnaire







ACTION DU 19 SEPTEMBRE 2019 : TRACTAGE PÉTITIONS À TOURNUS



EXPRESSION SUITE AU BOYCOTT DU CTL DU 18 SEPTEMBRE 2019

COMMUNIQUE DE L'INTERSYNDICALE DGFIP 71

L'Intersyndicale DGFIP 71 a fait le choix de ne pas siéger au Comité Technique Local du 18 septembre 2019.

Nous ne pouvons plus cautionner cet exercice du dialogue social :

- qui a érigé l'opacité et la mise devant le « fait accompli » en modes de fonctionnement ;
- qui, de ce fait, tend à écarter les agents et leurs représentants des prises de décisions qui les impactent parfois durement ;
- qui privilégie une pseudo-concertation sous la forme de réunions informelles ;
- qui nous demande notre « avis », par un vote, sur des mesures mises en place depuis plus de 15 jours !

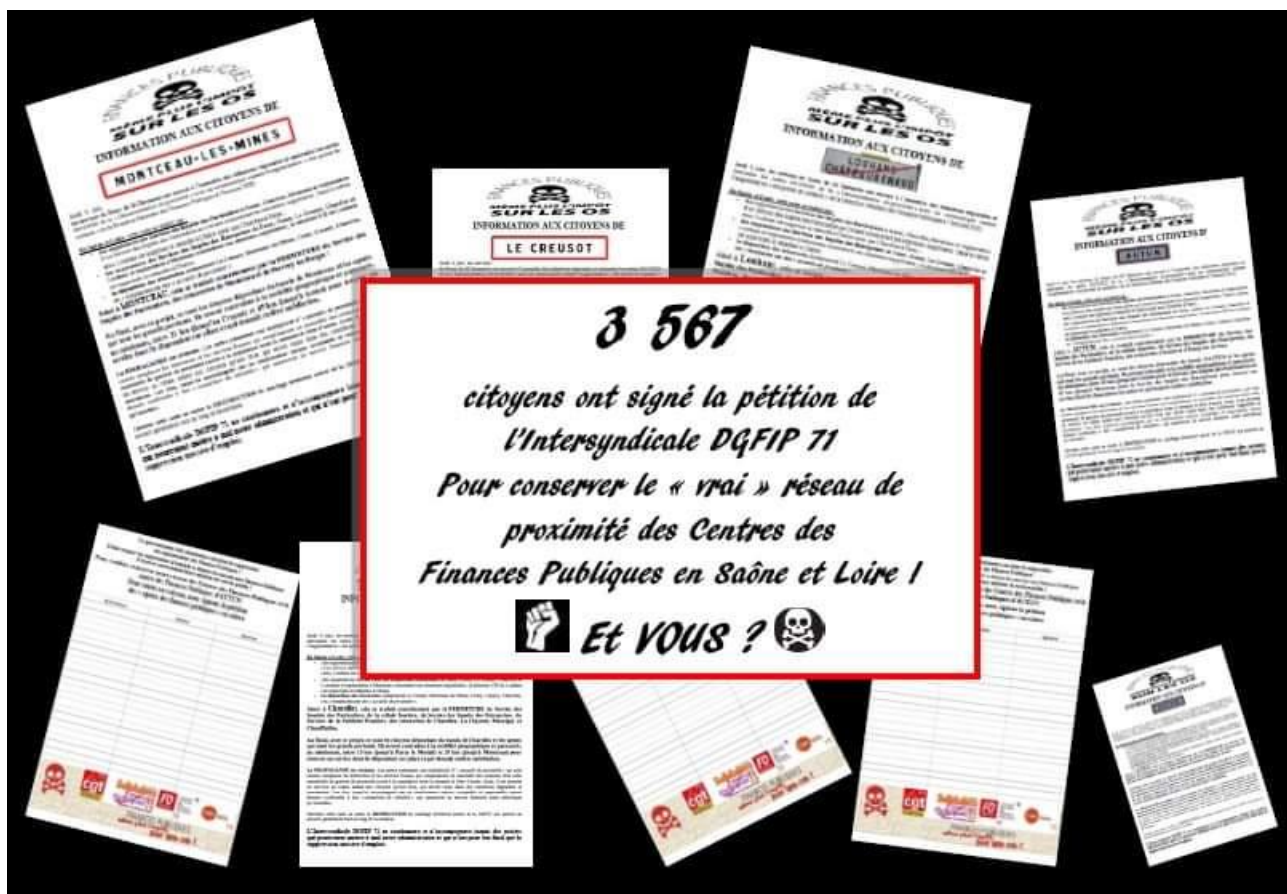
L'administration ne cesse d'affirmer qu'elle « concerte » ! En tous cas, pas avec les agents et leurs représentants et en ignorant leurs légitimes inquiétudes et revendications !

Ce ne sont donc que des mots, un affichage de façade qui ne tient pas au regard des faits.

L'intersyndicale DGFIP 71 ne siègera pas tant que nous n'aurons pas d'annonces concrètes sur le sort des postes et des agents de Saône et Loire, sur les évolutions suite à concertation avec les élus et sur le calendrier de mise en œuvre.

Il est hors de question que pendant la liquidation de nos services et missions, les affaires suivent leur cours !

Pour rappel, 1 agent sur 2, en Saône et Loire a fait le choix de montrer son opposition, le 16 septembre 2019, au projet Darmanin !



23 SEPTEMBRE : PUBLICATION DE LA RÉPONSE DE L'INTERSYNDICALE DGFIP71 SUR LE SITE CREUSOT-Infos



L'Intersyndicale DGFIP 71 répond à l'article paru dans Creusot-Infos (et Autun-Infos) le 17/09 « Le Creusot: Vers une augmentation du nombre d'agents au service des impôts ».

L'article présente une information « incomplète » quant au projet du réseau des finances publiques.

Si la réforme du réseau des finances publiques conduisait à une augmentation des effectifs et, plus généralement, à une amélioration du service rendu aux usagers particuliers, entreprises et collectivités locales l'Intersyndicale DGFIP 71 ne se serait pas mobilisée !

Sauf à ce que les chiffres avancés soient justifiés et précisés, il est dommageable que le dialogue social qui peine à émerger soit pollué par de telles assertions. Si les chiffres l'étaient nous serions surpris !

Nous sommes très étonnés que, durant la phase de concertation, des informations soient si rapidement diffusées sans une vérification préalable. Si cette vérification avait eu lieu, Creusot-Infos aurait très vite constaté que ce qu'avance le député interrogé est ce que prévoit - déjà - le projet de « géographie revistée » en Saône et Loire !

En effet, la « spécialité de proximité » dont fait état le député et pour laquelle il est intervenu auprès du ministre, n'est ni plus ni moins que le projet présenté par l'administration début juin 2019 !

Ainsi, si le projet devait rester en l'état :

- Le Creusot rassemblerait sur son territoire les services des impôts des particuliers du Creusot, de Montceau et d'Autun. Ce qui mécaniquement entraînerait une augmentation du nombre des agents sur le site du Creusot dans cette spécialité fiscale. Mais, dans le même temps, Montceau et Autun perdraient leur service des impôts des particuliers. Ce qui aurait pour conséquence de priver les citoyens de Montceau et d'Autun de ce service essentiel même si l'administration prétend maintenir un « point de contact » sur ces sites. Ce « point de contact », assuré par un agent, de manière ponctuelle et temporaire, nous paraît bien insuffisant au regard de la fréquentation enregistrée aux accueils de ces centres. Les citoyens devront alors faire entre 20 et 40 km afin de retrouver un service dont ils bénéficieraient.

En outre, seul le sort du service des impôts des particuliers est évoqué par le Député qui ne peut ignorer le sort des autres services implantés à l'heure actuelle sur le site. Ainsi, la Trésorerie du Creusot, qui gère les collectivités locales, voit ses missions transférées à Autun avec, comme sur l'ensemble du territoire, une dissociation entre les services de gestion et le conseil aux collectivités, qui prive les élus locaux d'un service complet de qualité et de proximité en matière de gestion des finances locales... De même, le Service des Impôts des Entreprises disparaît, obligeant les usagers professionnels à se déplacer - uniquement sur rendez-vous - à Montceau les Mines !

- Montceau rassemblerait les Services des Impôts des Entreprises de Paray le Monial, Autun, Le Creusot. Avec la même logique à l'oeuvre : la disparition de ce service dans ces localités et des citoyens obligés de faire entre 20 et 40 kilomètres afin de bénéficier d'un service qu'ils avaient sur place auparavant.

- Enfin, Autun verrait l'implantation d'un Service de Gestion Comptable rassemblant les trésoreries de Montceau, Le Creusot, Etang, Perrecy, entraînant la disparition de ces services dans les localités citées.

Le projet ne prévoit pas de maintenir un service des impôts des particuliers sur Autun à l'heure actuelle, contrairement à ce qui a été avancé par le député dans son interview. Espérons qu'il a de bonnes informations du ministre Darmanin quant à ce maintien... Cette information n'engage que lui pour le moment !

L'Intersyndicale DGFIP 71 se mobilise depuis plusieurs mois pour le maintien des services des impôts des particuliers, des entreprises et des trésoreries dans toutes ces localités. Le service rendu aux citoyens de chacune de ces villes est essentiel. Le regroupement par spécialité détériorera l'accès à ces services dans les communes abandonnées.

Il est donc assez curieux de laisser entendre que finalement les services vont voir leurs effectifs augmenter alors que l'administration délaisse des territoires entiers dans le département en regroupant des structures sur certains sites tout en supprimant 4900 emplois d'ici à 2022 au sein de la Direction Générale des Finances Publiques !

Les agents sont « redistribués » entre les sites avec pour conséquence, pour certains, des mutations géographiques et/ou fonctionnelles.

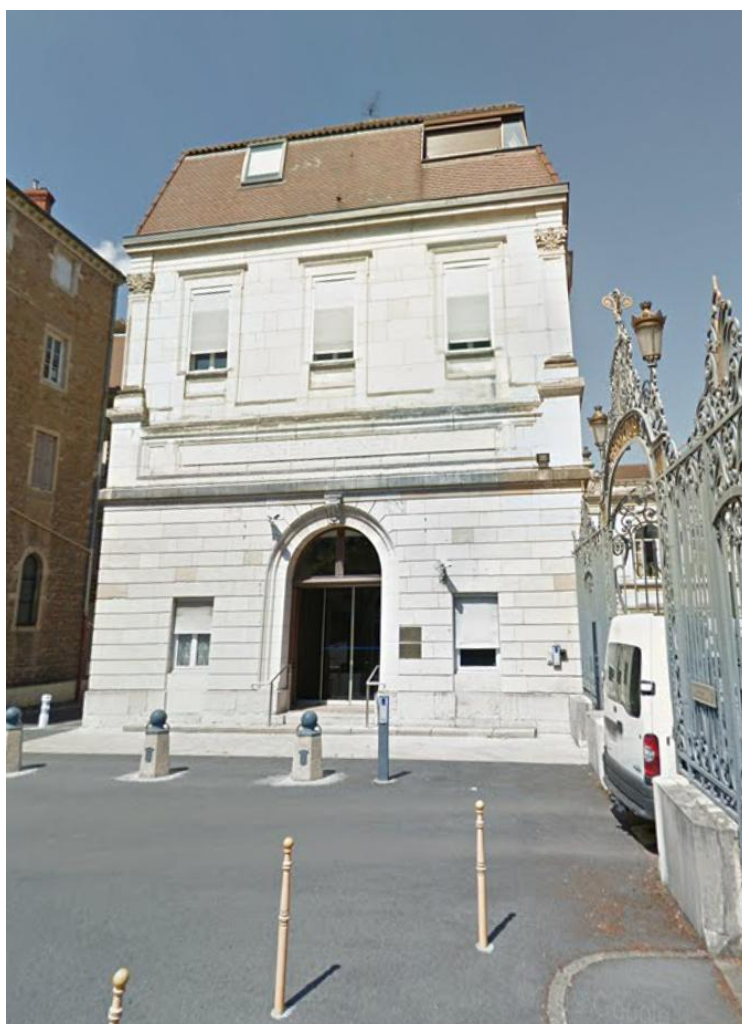
Si le projet devait rester en l'état, les citoyens en constateront très vite les effets avec des services ne répondant plus à leurs besoins en matière fiscale.

Les agents de Saône et Loire ne sont pas responsables des choix politiques opérés mais ils n'ont pas à subir non plus la diffusion d'informations incomplètes qui laissent supposer que la situation des services publics de proximité va s'améliorer !

**24 SEPTEMBRE 2019 : PARTICIPATION DE L'INTERSYNDICALE
DGFIP 71 à LA MANIFESTATION INTERPRO DÉPARTEMENTALE
CHALON SUR SAÔNE**



**3 OCTOBRE 2019 : RENCONTRE AVEC LA VICE-PRÉSIDENTE DU
CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE SAÔNE ET LOIRE**



FINANCES PUBLIQUES



MÊME PLUS L'IMPÔT
SUR LES OS

				
---	---	---	--	---

RÉUNION INFORMELLE DU 4 OCTOBRE 2019 :

COMMUNIQUÉ DE L'INTERSYNDICALE DGFIP 71



Réunion informelle du 04/10/2019 : les raisons de la colère !

Invités, le vendredi 4 octobre 2019 après-midi (*donc après les chefs de service*), à une réunion informelle sur le thème « *nouveau réseau de proximité* », les organisations syndicales des finances publiques de Saône et Loire CGT-FO-Solidaires-UNSA ont adressé à la Direction le message suivant :

*« Madame la Directrice des Finances Publiques de Saône et Loire,
En réponse à votre proposition de réunion informelle le 4 octobre 2019 concernant les évolutions du projet de réseau :
dans la mesure où nous avons eu communication -au fil de l'eau- par la presse des évolutions obtenues à ce stade de la concertation, nous privilégierons la participation à une instance officielle exclusivement consacrée à ce sujet au cours de laquelle nous espérons pouvoir exposer notre opposition au projet aussi bien pour sa dimension de concentration des structures que dans celle de dissociation des fonctions comptable et conseil. »*

En effet, force est de constater que, depuis le début de la période dite de « concertation », notre Direction s'est refusée à toute communication officielle. La forme privilégiée est celle de la réunion « informelle », où les débats ne sont pas retranscrits dans un PV, dans le but affiché de « favoriser la liberté de parole »... mais ne débouchant, en aucun cas, sur la prise en compte de la parole des agents justement ! Ainsi, le 12 juin 2019, l'Intersyndicale DGFIP 71 s'est rendue à la première réunion « informelle » et a constaté que le dialogue n'avait pas sa place dans la construction du « nouveau réseau de proximité »...

LE POUVOIR DES LEURRES

Le plan marketing local est déroulé de façon descendante et nous sommes priés d'applaudir et de dire « merci ». Selon l'équipe de direction, actuellement en tournée, la réforme est plébiscitée, elle répond aux attentes des élus... sans jamais préciser lesquels !

Aussi, après avoir joué les « nettoyeurs » en supprimant une grande partie des structures du réseau dans le département, la Direction se pose aujourd'hui en « sauveurs », affirmant que le plan B, issue de la concertation (avec qui?) et qui maintient certains services, est due à

son intervention ; des forces obscures semant, par ailleurs, la zizanie en distillant de fausses informations !

La question reste de savoir pourquoi le plan initial a proposé tant de suppressions !?

Ne nous leurrions pas ! Si cette forme informelle de «dialogue social» est préconisée, et d'ailleurs inscrit dans le «Guide de Concertation», c'est uniquement pour permettre à notre Direction – et à la DG – de se glorifier d'une « concertation » rondement menée et bien acceptée par les différents partenaires !

Extrait :

Construire le nouveau réseau de proximité des finances publiques
GUIDE POUR LA PHASE DE CONCERTATION

1-4 Organisation de la communication et de la concertation internes

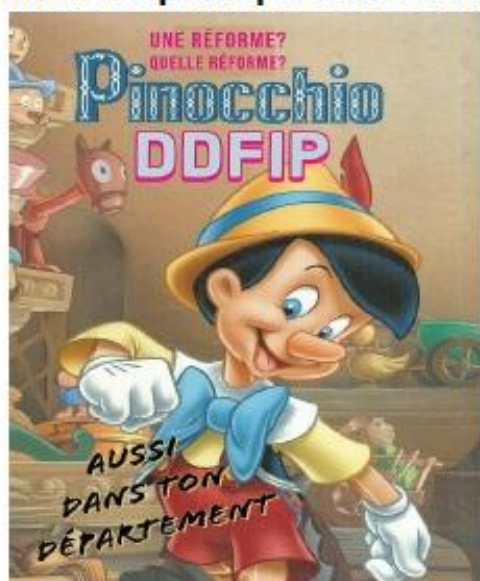
> Pour les représentants du personnel :

- une réunion informelle après réception du courrier du ministre
- un ou plusieurs GT, ateliers ou points de rencontre informels pendant la phase de discussion
- un CTL pour information pendant la phase de discussion est possible ; en revanche il ne donnera pas lieu à vote. Un CTL avec vote se tiendra en fin de processus après les arbitrages (comme pour l'ASR)

L'intersyndicale de Saône et Loire refuse de prendre part à cette parodie de *dialogue social* et rejette en bloc le projet Darmanin de démantèlement de notre réseau, l'original comme « l'amendé » !

Elle continuera ses actions et ses interventions auprès des élus concernés.

Elle proposera très prochainement aux agents de s'exprimer directement sur le projet de nouveau réseau des finances publiques en Saône et Loire !



**Réunions de présentation du
"nouveau réseau" - acte II -**

☠ Octobre 2019 ☠



**LA DIRECTION REVIENT
NOUS JOUER DU PIPEAU**



ACTION PÉTITIONS OCTOBRE 2019 :

DGFIP

Liquidation totale

Pétition Intersyndicale DGFIP 71:

4005

signatures recueillies pour
empêcher la liquidation des chaises !



Le personnel ne sera ni repris, ni remplacé.
La défense de votre service public, c'est maintenant!

ACTION AUPRÈS DES ÉLUS DE SAÔNE ET LOIRE :

DÉLIBÉRATIONS DES CONSEILS MUNICIPAUX

BELLEVESVRES - BRAGNY sur SAÔNE - CHAMPAGNAT - CHAUDENAY - CHALMOUX - CLUNY - CONDAL - EPERTULLY - GENOUILLY - DOMMARTIN-les-CUISEUX - ETANG-sur-ARROUX - FRANGY - LE MIROIR - LE PLANOIS - MARCIGNY - PALINGES - PERRIGNY - SENS-sur-SEILLE - SAINT MARTIN EN BRESSE - SAINT MARTIN LA PATROUILLE - VINCELLES - COMMUNAUTE DE COMMUNES TERRE DE BRESSE - etc.

- > s'opposent au dématèlement des services publics en milieu rural ;
- > expriment leur inquiétude à l'annonce des fermetures des centres des finances publiques et à une remise en cause de la séparation ordonnateur/comptable ;
- > réaffirment l'importance d'une collaboration de proximité avec les services de la trésorerie et le trésorier pour les collectivités locales ;
- > demandent le maintien des services des finances publiques au service de leur territoire !



24 OCTOBRE 2019 : RENCONTRE AVEC M-C JARROT, MAIRE DE MONTCEAU-LES-MINES ET PRÉSIDENTE DE L'ASSOCIATION DES MAIRES DE SAÔNE ET LOIRE

☠ Le jeudi 24 octobre 2019, l'Intersyndicale DGFIP 71 était reçue par Madame JARROT, maire de Montceau-les-Mines et présidente de l'Association des Maires de Saône et Loire. Echanger et débattre avec les élus, c'est aussi une forme d'action : CONTINUONS ! ☐☠



COMMUNIQUÉ DE L'INTERSYNDICALE DGFIP 71



ENSEMBLE DANS L'ACTION JUSQU'AU RETRAIT DU PLAN DARMANIN



Communiqué de l'Intersyndicale DGFIP 71

Le 6 juin dernier, la Direction Générale des Finances Publiques rendait publiques les cartes départementales 2019/2022 de la «**Déconcentration de proximité**» ou «**Projet Darmanin**» et dévoilait ainsi **un projet radical de restructuration du réseau des Finances publiques**.

Comme pour masquer la fermeture annoncée de **plus d'un millier de trésoreries et d'un grand nombre de services des impôts**, Bercy axait sa communication sur l'augmentation des «**points de contacts**» par la création d'«**accueils de proximité**», structures aux contours flous, sensées compenser la disparition des services existants et même, selon les habituels éléments de langage, «**renforcer**» la présence de la DGFIP dans les territoires.

En Saône et Loire, ce projet initial se traduisait notamment par la suppression des Services des Impôts des Particuliers à Autun, Charolles, Montceau et l'implantation d'un Service des Impôts des Particuliers au Creusot concentrant les structures fermées. Le Service des impôts de Charolles devait être supprimé et rattaché à Paray. Il prévoyait également la suppression des Services des Impôts des Entreprises de Paray, Autun, Le Creusot, Charolles et l'implantation à Montceau d'un service concentrant ces structures supprimées. Enfin, ce projet validait la disparition des trésoreries du département et leur regroupement dans 5 Services de Gestion Comptable.

En Bresse, les conséquences du projet initial étaient désastreuses pour les usagers car il se traduisait concrètement par la fermeture du Service des Impôts des Particuliers, du Service des Impôts des Entreprises et du Service de la Publicité Foncière de Louhans, des trésoreries de Cuiseaux, Cuisery, Saint Germain-du-Bois et Pierre-de-Bresse (remplacées par un unique Service de Gestion comptable à Louhans). Une grande inquiétude s'emparait également des **élus locaux, premiers usagers du réseau de trésoreries**, qui, déplorant la dégradation annoncée du service pour leurs administrés, voyaient disparaître les trésoreries de proximité chargées de la gestion comptable, budgétaire et financière de leurs collectivités.

Début octobre, la Direction Départementale des Finances Publiques de Saône-et-Loire a donné la teneur du **plan définitif de restructuration** qui sera mis en œuvre d'ici 2022.

Ainsi, en Bresse, la **fermeture des trésoreries de Cuiseaux, Cuisery, Saint-Germain-du-Bois et Pierre-de-Bresse** a bien été confirmée tout comme le **transfert du Service des Impôts des entreprises vers Chalon-Sur-Saône**. Néanmoins, le Service des Impôts des Particuliers de Louhans est finalement maintenu sous la forme d'une «**antenne**» de Chalon dont la pérennité serait assurée jusqu'en 2026.

Dans le reste du département, d'autres structures en péril subsisteront également -au moins temporairement- à Charolles, Autun et au Creusot.

Ce **revirement** important de l'Administration des Finances Publiques n'est **pas le fruit d'une véritable démarche de concertation** qui aurait permis aux différents partenaires de construire ensemble un réseau adapté à la réalité des besoins exprimés par les territoires. Ces besoins étaient connus de tous avant même le projet initial. **Il est le résultat d'une résistance**. Résistance des personnels. Résistance des citoyens. Résistance des élus surtout. Car la concertation fructueuse dont l'Administration se prévaut aujourd'hui n'a jamais eu lieu. A la concertation, l'Administration a préféré l'**information unilatérale** en organisant, à l'attention des agents et des élus du département, de fastidieuses séances d'explication de texte afin de persuader les intéressés du bien fondé des restructurations et des avantages qu'ils pourraient en tirer. Dans

son propre sein, la Direction des Finances a toujours refusé aux représentants des personnels la tenue d'instances officielles de concertations en privilégiant les **réunions informelles hors cadre et sans valeur**. Évidemment, les élus, les usagers et les agents des Finances Publiques n'ont jamais été dupes, loin s'en faut.

Depuis février, **les actions de résistance ont été nombreuses**, variées et ont trouvé un écho de premier ordre dans la presse locale. Les agents, réunis en Intersyndicale, ont multiplié les opérations de sensibilisation et d'**affichage** devant les services ou sur les marchés, les **tractages** aux usagers, les **pétitions** pour la défense du réseau (plus de 4000 signatures à ce jour), les **conférences de presse** et se sont mis massivement en **grève** le 16 septembre. **Des dizaines d'articles** dans la presse papier et la presse en ligne ont été rédigés. Les représentants du personnel ont participé à diverses **réunions publiques** et sont allés **à la rencontre des élus** du département et nationaux afin de converser clairement et librement sur la réalité des restructurations prévues. Et, contrairement à ce qui est affirmé avec condescendance par l'Administration, les élus du Département se sont **en large majorité opposés** à la restructuration brutale du réseau des Finances publiques. Leurs réactions épidermiques lors des réunions d'information, la littérature produite par l'Association des Maires Ruraux, les courriers d'élus au Ministre ou **les dizaines de délibérations** de Communes et Communautés de communes qui expriment leur refus de « moins de Service Public », démontrent à quel point les élus de Saône-et-Loire sont attachés aux Services publics de qualité et de proximité dans les différents bassins de vie du département.

C'est donc dans ce contexte de rejet global du Projet Darmanin que nous avons, ensemble, obligé l'Administration à revoir sa copie.

Pourtant, alors que quatre trésoreries historiques ferment leurs portes en Bresse, que la disparition du Service des impôts des entreprises de Louhans est entérinée et que le Service de Publicité foncière est sur le sellette, **on ne saurait bien sûr parler de victoire**. Dès le 1^{er} janvier 2020, l'accueil du SIE sera fermé et la prise de rendez-vous sera rendue obligatoire. La disparition définitive de ce service, le 1^{er} janvier 2022, laissera **les entreprises bressannes sans interlocuteurs de proximité**. De plus, la transformation du Service des Impôts des particuliers en « *antenne* » de Chalon-sur-Saône ne peut que nous laisser fortement perplexe quant à son maintien dans les années à venir. En 20 ans, l'Administration des Finances Publiques, qui supporte traditionnellement le plus gros des suppressions de postes dans la Fonction Publique d'État, a supprimé **40000 emplois** et, depuis une dizaine d'années, la Saône-et-Loire en a perdu presque **200**. C'est à la lumière de ces chiffres funestes que l'on peut malheureusement imaginer l'avenir d'un réseau qu'on nous assure **fallacieusement pérenne**.

En effet, l'ambition du plan Darmanin n'est pas de « *renforcer* » le Service Public, de répondre au besoin des usagers et encore moins de répondre aux difficultés insoutenables des personnels ; c'est une **motivation exclusivement comptable** : supprimer des structures (vendre les locaux ou économiser des loyers), supprimer du personnel, désengager l'État en supprimant des missions pour les transférer aux Collectivités ou au Secteur privé. En 2020, les particuliers qui voudraient par exemple payer leurs amendes, leurs impôts ou leurs factures de garderie en liquide seront invités à le faire auprès du **bureau de tabac** le plus proche (les régisseurs des collectivités le déposeront quant à eux au **Crédit Agricole**). Besoin de quelqu'un pour remplir votre déclaration de revenus ? Pas de problème, **La Poste** vous propose son aide pour la modique somme de 29 € ! Il n'y a plus d'agents des Finances pour faire entrer l'argent dans les caisses de l'État et des Collectivités ? Aucun problème non plus, le recouvrement est sous-traité aux **cabinets d'huissiers privés**... **On en oublierait presque qu'il s'agit d'argent public**.

Les élus peuvent également être inquiets des restructurations qui s'annoncent. La fermeture des trésoreries de proximité est un **préalable à la fin de la séparation Ordonnateur-Comptable** qui depuis des décennies garantit notamment la qualité comptable, la protection et la bonne gestion des deniers publics (le trésorier est un contre-pouvoir indépendant de l'ordonnateur (maire, président de Communauté de communes, Directeur d'hôpital...) et est le seul à pouvoir manipuler les fonds publics ; il est **responsable pécuniairement sur ses biens personnels** devant le Juge des Comptes.).

A la tête des Services de Gestion Comptable, les futurs trésoriers deviendront de simples managers d'équipes de traitement industriel des dépenses et recettes publiques et perdront mécaniquement leur responsabilité (les contrôles effectués seront réduits à la portion congrue, leur rôle de conseil budgétaire et financiers sera transféré à des « Conseillers aux décideurs locaux » indépendants, fin du Compte de Gestion pour un Compte financier unique, suppression des indemnités de conseil...). Pour faire simple, le maire d'une commune devra à terme, endosser tout ou partie de cette responsabilité pécuniaire. Évidemment, **hormis les élus habitués des détournements de fonds publics et des tribunaux, aucun ne souhaite prendre ce risque** ; l'art de la comptabilité publique étant **affaire d'experts**.

Le cœur de la propagande ministérielle est la mise en place d'une **multiplicité d'« accueils de proximité »** qui est sensée *renforcer* ou remplacer les trésoreries et les services fiscaux qui étaient jusqu'à présent libres d'accès toute la semaine (d'ailleurs insuffisamment au goût du personnel et des usagers) et assurés par des professionnels spécialistes et qualifiés. Lorsque ces accueils seront matérialisés dans des **Maisons de Services au Public** ou dans des **Maisons France Service**, il a été confirmé qu'**aucun agent des Finances Publiques ne sera présent** (ou peut-être de façon ponctuelle en période de déclaration de revenus). L'accueil généraliste y sera a priori assuré par des agents contractuels multi-cartes dont le rôle sera d'aider les usagers à effectuer leurs démarches sur **Internet** ou de transférer les demandes complexes et réclamations aux services compétents. Lorsque ces accueils seront assurés sous forme de **permanences dans les mairies** par des agents des Finances publiques (Verdun, Pierre-de-Bresse, Mervans, Saillenard, Sainte-Croix...), leur fréquence ne sera que d'**une demie-journée par semaine**. Bon courage aux usagers qui devront tomber sur le bon créneau horaire et finiront inévitablement par se décourager. L'expérience du réseau en matière de permanences est d'ailleurs sans appel : toutes les permanences sont amenées à **disparaître** à plus ou moins long terme faute de fréquentation suffisante.

Est-ce vraiment le Service Public de proximité dont veulent les citoyens et les élus ? L'usage forcé d'Internet est-il synonyme de modernité lorsqu'il participe à la destruction de milliers d'emplois et creuse un peu plus le fossé entre Etat et citoyens ? Les collectivités supporteront-elles encore longtemps l'accélération du désengagement de l'État ? Les citoyens peuvent-ils laisser éternellement les attaques idéologiques et cette vision *très parisienne* de l'organisation de l'État supprimer un à un tous ces services qui font la richesse de notre Nation ?

L'Intersyndicale DGFIP 71 ne cautionnera et n'accompagnera jamais des projets qui pourraient mettre à mal le Service Public, notre Administration, nos missions et qui n'ont pour but final que la suppression massive d'emplois et la liquidation de décennies de progrès social. L'Intersyndicale est également solidaire de tous les autres Services Publics mis à mal depuis tellement longtemps (Education, Santé, Transport...) et appelle les citoyens à débattre, se rassembler et s'organiser pour définir ensemble un modèle de société moderne défendant des valeurs de solidarité et de fraternité.



**LE MÉPRIS ET LES MENSONGES,
ÇA SUFFIT !**

jsl Une motion de soutien aux agents du trésor public a été adoptée

Face à la menace de fermeture du centre des finances publiques, le président de la communauté de communes avait présenté aux maires, le 16 septembre, une motion de soutien aux agents des finances publiques. Les élus de Marcigny se sont prononcés pour mardi soir.

Par Sandrine FENE (CLP) - 17 oct. 2019 à 05:00

RETOUR SUR INFO

AUTUN Conflit social

En septembre, des services du centre des impôts étaient menacés

Après l'annonce, au mois de juin, du projet de restructuration des services par la Direction générale des Finances Publiques, les membres de l'Intersyndicale de Saône-et-Loire ont organisé plusieurs manifestations pour protester contre la réforme. À Autun, au mois de septembre, une vingtaine d'agents a manifesté sur son temps de pause pour défendre les services des impôts pour les particuliers et les entreprises menacés de déménager au Creusot et à Montceau. Une manifestation qui aura permis au site autunois de conserver tout de même son service aux particuliers. Explications.



La moitié des agents des Finances publiques d'Autun ont manifesté vendredi 13 septembre, contre le projet de nouveau réseau de proximité de la direction générale des Finances publiques, porté par le ministre Gérard Darmanin. Photo (SL) Alice EMORINE

... Aujourd'hui, seul le service des impôts aux particuliers est sauvé, pas celui des entreprises

Les manifestations et les consultations avec certains élus du territoire auront eu raison du premier plan de restructuration du réseau des Finances publiques. Longtemps menacé, le service des impôts aux particuliers restera bien à Autun. Celui des entreprises n'a pas eu la même chance et sera, comme celui du Creusot, transféré rapidement.

Entrepreneurs, il faudra maintenant aller à Montceau

« Le centre des finances publiques d'Autun aura la charge de la gestion comptable de toutes les collectivités du Grand Autunois Morvan. Le site du Creusot de celles de la Communauté urbaine. Le site de Montceau se spécialisera lui dans les services d'impôts aux entreprises », explique Vincent Chauvet, maire d'Autun



Les particuliers pourront venir à Autun. Photo d'illustration (SL/P. VACHOT)

avant d'ajouter, satisfait : « Le nombre d'agents sur Autun, Le Creusot et Montceau restera sensiblement équivalent voire augmentera, ainsi que l'avait indiqué le député Rémy Rebeyrotte. Par ailleurs, l'administration de Bercy va déployer des points de contacts dans des communes qui en sont

pour l'instant dépourvues comme Epinac ou Couches. »

Pas suffisant pour les représentants syndicaux
Contactés, les représentants syndicaux notent « une avancée » mais restent fermement opposés au projet. « Ce revirement im-

portant n'est pas le fruit d'une véritable démarche de concertation. Ces besoins étaient connus de tous avant même le projet initial. »

Concernant Autun, le site ne devrait rester qu'une antenne du site du Creusot dont l'avenir serait toutefois assuré pour quelques années. « Normalement on est tranquille jusqu'en 2026 mais après, nous n'avons aucune garantie sur la pérennité du site. Avec le renforcement du service comptable et le maintien du service aux particuliers, les effectifs devraient rester stables mais aucune création d'emploi ne verra le jour », ajoutent les représentants avant de conclure : « L'idéal serait de garder les services actuels en créant des points de contacts dans les villages, mais nous sommes très loin de cette idée actuellement. »

David PIPPONIAU

Une manifestation prévue à Paris

Le jeudi 14 novembre, l'intersyndicale DGFIP appelle les agents des finances publiques et les élus à venir manifester à Paris et plus précisément à Bercy concernant la restructuration des services publics.

« Nous serons, c'est une certitude, rejoints par nos camarades douaniers qui subiront eux aussi une nouvelle vague de restructurations. Nous travaillons à une forme de convergence avec les urgentistes qui seront dans la rue le 14 novembre à Paris », explique l'intersyndicale.

À ce jour, la pétition lancée par l'intersyndicale de Saône-et-Loire a enregistré 4 005 signatures, réclamant le maintien des centres des finances publiques sur le territoire.

4 & 5 NOVEMBRE 2019 : VOTATION DES AGENTS DES FINANCES PUBLIQUES DE SAÔNE ET LOIRE



**ENSEMBLE DANS L'ACTION
JUSQU'AU RETRAIT
DU PLAN DARMANIN**



Communiqué de l'Intersyndicale DGFIP 71

Depuis des mois, les organisations syndicales vous alertent, vous agents, mais également les citoyens et les élus des dangers et des conséquences des projets du Ministre et de l'administration dénommés «Géographie revisitée» ou « Nouveau Réseau de Proximité ».

En Saône et Loire, vous avez largement exprimé votre opposition à travers les fortes mobilisations lors des différentes grèves et actions.

Vous avez également fait signer des pétitions et distribuer des tracts, notamment aux élus.

Lors de visites sur sites la DDFIP 71 a communiqué sa version 2 de la géographie revisitée. Par votre mobilisation, mais aussi celle des élus, certains maintiens de services ont été obtenus, démontrant ainsi clairement que rien n'est encore acté. Si les dés sont jetés, nous pouvons toujours les relancer.

Et même si le Ministre M. Darmanin tente plus que jamais de minimiser et rassurer tant les maires que les personnels à grands renforts de communication par une omniprésence médiatique, cette autopromotion exacerbée d'une nouvelle réforme a créé un réel malaise pour nombre d'entre vous et a même été considérée par beaucoup comme du mépris.

En outre, aujourd'hui, l'équipe de la DDFIP 71 annonce qu'il y a eu concertation avec les agents et les représentants des personnels. C'est faux !

Pour toutes ces raisons, l'intersyndicale nationale DGFIP (Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques, FO DGFIP et CFDT-CFTC Finances publique) a décidé de donner directement la parole aux agents à travers un vote.

L'intersyndicale locale de Saône et Loire se fait le relais de ce vote afin de prouver par A+B à notre direction que nous ne sommes pas dupes, nous rejetons toujours le plan de destruction de notre Administration parce que pour nous, service public n'est pas un gros mot.

Nous vous demandons donc de vous exprimer en remplissant un des bulletins ci-joints et en votant à l'urne sur votre site où cela est possible ou en le faisant parvenir par mail avant le 5 novembre 2019 15h.

VOTEZ

**Parce que votre avenir nécessite une expression,
Parce que votre avis doit être pris en compte**



**LE MÉPRIS ET LES MENSONGES,
ÇA SUFFIT !**

Pour voter, deux solutions:

- vous êtes sur l'un des sites où une urne est mise en place: vous imprimez le bulletin ci-joint, vous le remplissez, vous le glissez dans une enveloppe et vous la cachez. Et vous allez déposer cette enveloppe dans l'urne aux horaires où une permanence est assurée (vous rapprocher de votre correspondant local sur ce point).

- vous imprimez le bulletin ci-joint, vous le remplissez et vous l'envoyez par mail sur la boîte intersyndicale71: intersyndicaledgfip71@gmail.com

L'intersyndicale vous garantit l'anonymat total de votre vote.

Si vous ne souhaitez plus recevoir de messages provenant de l'intersyndicale locale, veuillez l'indiquer par simple retour de mail



**CAMPAGNE
DES AVIS
DONNEZ
LE VOTRE**



NOUVEAU RÉSEAU DE PROXIMITÉ

NRP

DITES - LE !



**NE LE
LAISSEZ
PAS
PARLER
A VOTRE PLACE**

